



REVUE INTERNATIONALE

— DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS —



Conseil de rédaction

Margit Kraker, Présidente de la Cour des comptes d'Autriche

Michael Ferguson, Vérificateur général du Canada

N. Noureddine Zaouali, Vice-premier Président

de la Cour des comptes de Tunisie

Gene L. Dodaro, Contrôleur général des États-Unis

Manuel E. Galindo Ballesteros, Contrôleur général
du Venezuela

Président

James-Christian Blockwood (É.-U.)

Rédactrice en chef

Heather Santos (É.-U.)

Rédactrice adjointe

Kristie Conserve (É.-U.)

Équipe de rédaction et de création

Mike Hix (É.-U.)

Juanita Aiken (É.-U.)

Darreisha Bates (É.-U.)

Janice Smith (É.-U.)

Administration

Peter Knopes (É.-U.)

Collaborateurs à la rédaction

Secrétariat de l'AFROSAL

Secrétariat de l'ARABOSAL

Secrétariat de l'ASOSAL

Secrétariat de la CAROSAL

Secrétariat de l'EUROSAL

Secrétariat de l'OLACEFS

Secrétariat de la PASAI

Secrétariat général de l'INTOSAI

Bureau du vérificateur général du Canada

Cour des comptes de Tunisie

Bureau du contrôleur général du Venezuela

Bureau de reddition de comptes du gouvernement des États-Unis

REVUE INTERNATIONALE

— DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS —

Automne 2017

Vol. 44, n° 4

La Revue internationale de la vérification des comptes publics est publiée tous les trimestres pour l'INTOSAI (Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques) en allemand, en anglais, en arabe, en espagnol et en français. La Revue, organe officiel de l'INTOSAI, vise à l'avancement des procédures et techniques d'audit dans le secteur public. Les opinions et les idées formulées n'engagent que les auteurs des textes et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de l'Organisation.

La rédaction invite les personnes intéressées à soumettre des articles, des rapports spéciaux ou des faits d'actualité à ses bureaux, aux soins du :

U.S. Government Accountability Office
441 G Street NW, Room 7814
Washington, D.C. 20548
United States

(Téléphone : 202-512-4707; fax : 202-512-4021;
courriel : intosaijournal@gao.gov)

La Revue sert de document pédagogique. La rédaction accorde donc la préférence aux articles traitant d'aspects pratiques de l'audit dans le secteur public. Il peut s'agir d'études de cas, de commentaires sur de nouvelles méthodes d'audit ou de descriptions de programmes de formation en audit. Les articles traitant surtout d'aspects théoriques ne conviennent pas. Les lignes directrices sur la présentation d'articles peuvent être consultées à <http://www.intosaijournal.org/aboutus/aboutus.html> [en anglais seulement].

La Revue est distribuée gratuitement en format électronique aux membres de l'INTOSAI et aux autres parties intéressées. Elle peut être consultée aussi en ligne : www.intosaijournal.org ou www.intosai.org. On peut aussi l'obtenir en s'adressant à la Revue à intosaijournal@gao.gov.

SOMMAIRE

4	Éditorial
6	En bref
24	Articles de fond <i>L'ISC du Costa Rica et l'IDI évaluent un programme national de lutte contre la pauvreté</i> <i>L'ISC tchèque appuie les audits des ODD</i>
30	Dans le cadre de l'INTOSAI
42	Nouvelles de l'IDI
45	Le point sur la Coopération INTOSAI-Donateurs
47	Pleins feux sur le renforcement des capacités

SE PERFECTIONNER ET ÉCHANGER DES SAVOIRS POUR RÉUSSIR

Shashi Kant Sharma, Contrôleur et Auditeur général de l'Inde et président de la Commission de partage et de gestion des connaissances

La chaîne de valorisation de l'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) vise le perfectionnement professionnel et l'établissement de normes, le renforcement de capacités, l'échange de savoirs, l'évaluation et la remontée de l'information. La Commission de partage et de gestion des connaissances (KSC) contribue à cette chaîne en favorisant le perfectionnement et l'échange de savoirs.

Pour favoriser le perfectionnement, la Commission des normes professionnelles (PSC) et ses sous-commissions définissent des normes visant les trois grands types d'audit, alors que la KSC et ses groupes de travail et task forces élaborent des directives sur des éléments particuliers pour le Cadre pour les prises de position professionnelles de l'INTOSAI (IFPP). Ainsi, l'INCOSAI de 2016 a adopté six nouvelles prises de position et quatre prises de position révisées qui avaient été préparées par les groupes de travail de la KSC. Celles-ci ont ensuite été intégrées au cadre des ISSAI.

La KSC et ses groupes de travail facilitent la mise en commun des connaissances en permettant aux institutions supérieures de contrôle (ISC) d'échanger lors de réunions annuelles, en organisant des séminaires et des symposiums sur des sujets donnés, en publiant divers bulletins et revues, en tenant un registre des rapports d'audit publiés par les ISC, et en utilisant le Portail communautaire de l'INTOSAI.

À titre de président de la Commission, j'ai l'honneur de vous communiquer les initiatives clés ci-après auxquelles a participé la Commission au cours des trois dernières années :

- En collaboration avec l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), la KSC a établi, en 2015, le Portail communautaire de l'INTOSAI comme outil de mise en commun des connaissances. Le Portail intègre diverses fonctionnalités intéressantes : des communautés



de pratiques, des blogues, une bibliothèque, des sondages, une galerie de photos et des actualités. Pour continuer d'améliorer le Portail, nous avons amorcé son remaniement. Le Portail sera désormais consultable dans toutes les langues officielles de l'INTOSAI, sa portabilité sera améliorée et il permettra de dialoguer en ligne. Le Portail renouvelé devrait être prêt au plus tard à la fin de l'année. Nous ambitionnons d'en faire un guichet d'accès unique pour tous les services liés aux savoirs.

- La Commission a été désignée dans le Plan stratégique de l'INTOSAI de 2017-2020 comme le point de convergence des initiatives de partage des connaissances de l'INTOSAI visant à aider les ISC à apporter leurs concours et leur appui au suivi et à l'examen des Objectifs de développement durable (ODD). Forte de ce constat, la Commission a lancé, en collaboration avec l'IDI, un programme complet de renforcement des capacités sur l'audit de la mise en œuvre des ODD, dont l'axe clé – un programme d'audits coopératifs du contrôle des préparatifs nationaux en vue de la mise en œuvre des ODD – est en cours. Des enseignements seront tirés du programme, une fois les audits coopératifs terminés, et un recueil des constatations découlant des audits sera établi au plus tard en 2019.
- Conscient des bouleversements que les mégadonnées pourraient induire dans le fonctionnement des ISC, l'INCOSAI de 2016 a approuvé la création d'un nouveau groupe de travail sur les mégadonnées. Par ailleurs, la Task force sur l'audit des marchés publics est devenue un groupe de travail au cours de ce même événement. La KSC chapeaute désormais onze groupes de travail sur divers secteurs d'audit spécialisés comme la corruption, l'environnement, les industries extractives, les technologies de l'information, la dette publique et les marchés publics.
- La nécessité d'axer les recherches sur des sujets qui transcendent les missions des différents groupes de travail a été reconnue. Selon les résultats d'un sondage mené par la KSC en 2015-2016, 70 % des ISC étaient favorables à des recherches recoupant plusieurs secteurs. De nombreux sujets de recherche ont été proposés. La KSC a donc créé deux équipes de projet de recherche : une sur l'audit de la préparation aux situations d'urgence et une autre sur la participation citoyenne aux audits du secteur public.
- Je tire une grande satisfaction de l'évolution des mécanismes favorisant une saine collaboration avec la PSC et la Commission de renforcement des

capacités (CBC). La coopération entre les présidents des trois objectifs ne cesse de se renforcer depuis deux ans, ce qui a eu des résultats positifs : la création du Forum pour les prises de position professionnelles de l'INTOSAI (FIPP); l'élaboration d'un cadre d'assurance qualité pour les produits d'intérêt public de l'INTOSAI qui sont établis hors de la Procédure officielle; l'élaboration d'un modèle pour faire des suivis et uniformiser la présentation des rapports par les présidents des trois objectifs; et le recensement des stratégies de mise en œuvre du plan de développement stratégique du IFPP.

Je prévois que l'atteinte de notre objectif de garantir la création et le partage efficaces des connaissances se heurtera aux difficultés suivantes :

- La Procédure officielle révisée prévoit la participation d'un agent de liaison du FIPP aux travaux des équipes de projet formées pour élaborer et réviser le Cadre des prises de position professionnelles de l'INTOSAI (IFPP). Il va sans dire que cette obligation restreint le nombre de projets auxquels le FIPP peut participer. Par ailleurs, les groupes de travail de la KSC souhaitent rédiger divers nouveaux documents pour l'IFPP. Il faut donc concilier les aspirations des groupes de travail et les ressources dont dispose le FIPP pour participer à ce type de projets.
- Selon le projet de cadre d'assurance qualité des produits d'intérêt public de l'INTOSAI, il incombe aux présidents des objectifs de signer une déclaration d'assurance qualité des produits élaborés par les sous-commissions ou les groupes de travail. J'estime qu'il faut établir un mécanisme rigoureux qui permettra aux présidents des objectifs de confirmer la qualité des produits.
- Les régions de l'INTOSAI et les ISC devront participer à l'actualisation du portail communautaire remanié, qui devrait être dynamique et offert dans plusieurs langues. J'estime qu'il faudra aussi réduire le nombre de sites Web maintenus par les divers organes de l'INTOSAI pour éviter les doublons et le favoritisme.

Vue le succès de nos actions de mobilisation auprès des parties prenantes au cours des dernières années, j'ai la conviction que nous pouvons facilement surmonter ces difficultés grâce au dialogue et à la collaboration. La KSC s'attache continuellement à perfectionner les connaissances sur de nouveaux dossiers et à favoriser la mise en commun des connaissances et des expériences des ISC dans l'intérêt de tous. J'invite donc les ISC à se joindre aux groupes de travail de la Commission et à visiter le Portail communautaire.

ÉCHOS DES ISC DU MONDE

Norvège

AUDIT SPÉCIAL RÉALISÉ À LA DEMANDE DU PARLEMENT

À la suite des dépassements de coûts constatés et anticipés, le Parlement de la Norvège (le Storting) a demandé au Bureau de l'auditeur général de la Norvège de réaliser un audit exceptionnel d'un grand projet de construction mené dans l'enceinte du Parlement. Ce projet a été amorcé et géré par le Parlement lui-même.

Doté d'un budget initial de 100 millions de dollars en mai 2013, le projet comportait trois volets :

- la rénovation complète d'un immeuble administratif;
- la construction d'un nouveau centre des livraisons;
- l'aménagement d'un tunnel pour relier le centre des livraisons à une rue située trois pâtés de maisons plus loin.

Un peu plus de quatre ans après le début du projet, en juin 2017, le coût estimatif du projet final a atteint 230 millions de dollars : un dépassement de 130 millions de dollars.

La Présidence du Parlement était responsable au premier chef du projet. Comme l'Auditeur général du pays, Per-Kristian Foss, était membre de la Présidence pendant la planification du projet et sa réalisation, il ne piloterait pas l'établissement du rapport spécial. C'est donc le Vice-président du Conseil des auditeurs généraux, Karl Eirik Schjøtt-Pedersen, qui a joué le rôle d'auditeur général par intérim dans le cadre de cette mission.

Le Bureau a formulé les grandes conclusions suivantes à la suite de son audit :

- Les changements réels apportés aux plans originaux du projet n'expliquaient qu'en partie l'explosion de ses coûts.
- Terminer le projet dans le respect des délais et assurer la meilleure fonctionnalité possible ont primé

sur le respect du budget alloué.

- L'organisation du projet n'était pas adéquate vu la complexité et l'importance des travaux.
- Des solutions coûteuses ont été retenues sans analyses exhaustives.
- Un meilleur cadre d'assurance qualité aurait permis de faire ressortir les faiblesses du projet.
- Le Parlement ne dispose pas de règles et de protocoles appropriés pour garantir l'efficacité et l'efficience de la réalisation de vastes projets de construction.
- Les propositions budgétaires faites par la Présidence au Parlement n'étaient pas complètes.
- Il est impératif de préciser les responsabilités et les rôles administratifs des différents organes du Parlement norvégien.

Renseignements : site Web du Bureau de l'auditeur général de la Norvège à www.riksrevisjonen.no ou par courrier électronique à tjenester-internasjonalt@riksrevisjonen.no.

CHANGEMENT DE GARDE



Nelson Shack Yalta a été nommé Contrôleur général de la République du Pérou pour la période allant de 2017 à 2024.

Lors de sa première allocution, M. Shack Yalta a indiqué que la modernisation et le renforcement de l'institution étaient essentiels pour disposer de l'organisation matérielle nécessaire à la gestion des finances publiques. Les audits de performance sont au cœur de cette nouvelle approche axée sur la prévention, puisqu'ils favorisent l'amélioration en continu de la gestion publique et font ressortir la qualité des produits et des services.

Économiste de formation et titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et en politiques publiques, M. Shack Yalta a œuvré à titre d'expert-conseil dans des enceintes internationales comme la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, la Délégation de la Commission européenne et la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations Unies dans plusieurs pays. Il a publié divers ouvrages et piloté des projets de recherche spéciaux pendant qu'il était professeur.

M. Shack Yalta s'est de nouveau engagé à renforcer l'ISC du Pérou à l'échelle régionale et mondiale.

VENEZ CÉLÉBRER LE 40^E ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION DE LIMA!

En 1977, la ville de Lima, au Pérou, avait accueilli 95 délégations d'ISC du monde entier au IX^e INCOSAI. Les délégués étaient réunis pour discuter de divers sujets liés à l'audit du secteur public. Ces efforts ont abouti à ce que nous appelons 40 ans plus tard la Grande Charte de l'audit du secteur public : la Déclaration de Lima.

La Déclaration de Lima souligne notamment le fait que l'indépendance des auditeurs est la condition sine qua non pour permettre aux ISC de s'acquitter fidèlement et efficacement de leurs missions.



Par ailleurs, elle porte sur des préceptes d'audit qui sont aujourd'hui considérés comme

essentiels pour assurer l'impartialité et l'objectivité des résultats d'un audit, notamment les rapports entretenus avec les branches du pouvoir, la mise en commun à l'échelle

internationale des expériences et les compétences de contrôle des ISC.

Le bien-fondé et la transcendance de la Déclaration de Lima ne se démentent pas. Ils ont d'ailleurs été consacrés dans la Résolution A/66/209 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'indépendance des ISC.

L'ISC du Pérou célébrera le 40^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Lima les 5 et 6 décembre 2017. Le Contrôleur général invite tous les membres de l'INTOSAI à participer aux célébrations.

Chine

UNE NOUVELLE AUDITRICE GÉNÉRALE



M^{me} Hu Zejun a été nommée à la tête du Bureau national d'audit de la Chine (CNAO) par le Comité permanent du Congrès national du peuple le 27 avril 2017.

Née en mars 1955 à Chongqing (Chine), elle a fait ses études à la faculté de droit de l'institut des sciences politiques et de droit de l'Université du Sud-Ouest, obtenant une maîtrise en droit.

M^{me} Hu Zejun a travaillé à l'université, au sein du ministère de la Justice et dans la province du Guangdong. Avant de se joindre au CNAO, elle occupait le poste de premier procureur général adjoint du Parquet populaire suprême chinois.

LE CNAO ACCUEILLE LA 1^{RE} RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MÉGADONNÉES

Le Groupe de travail sur les mégadonnées de l'INTOSAI s'est réuni pour la première fois du 17 au 19 avril 2017 à Nankin (Chine). Quarante-neuf délégués de dix-huit ISC ont assisté à cette réunion.

Lors de la cérémonie d'ouverture, l'Auditeur général adjoint de la Chine et président du Groupe de travail, M. Sun Baohou, a accueilli les délégués et prononcé un discours liminaire. Le Contrôleur général des États-Unis et vice-président du Groupe

de travail, M. Gene L. Dodaro, le Président de la Commission d'audit de l'État de la Thaïlande, M. Chaisit Trachotham, et M. Agus Joko Pramono, membre du Comité du Conseil d'audit de la République d'Indonésie, ont également prononcé des allocutions.

Les délégués de 13 pays ont décrit les possibilités et les difficultés que rencontrent les ISC à l'ère des mégadonnées. Ils ont échangé des expériences de travail pertinentes et présenté des perspectives d'avenir. Ils ont aussi discuté de divers sujets d'étude, dont le cadre fondamental pour l'audit des mégadonnées [Big Data Audit Fundamental Framework], l'innovation technologique au service de l'audit, la réforme de la gestion des audits et les pratiques d'audit au moyen des mégadonnées.

Les membres du Groupe de travail ont adopté les missions et le plan de travail pour 2017-2019 du Groupe au cours de la réunion de deux jours. La prochaine réunion du Groupe de travail devrait avoir lieu aux États-Unis en 2018.

Nota : Le Groupe de travail sur les mégadonnées de l'INTOSAI est un groupe de travail spécialisé dont la création a été approuvée par l'INCOSAI en décembre 2016, sous l'Objectif stratégique n° 3 : Partage et gestion des connaissances. Il a pour mission d'examiner les défis et les possibilités qui se posent aux ISC à l'ère des mégadonnées; de résumer les connaissances et l'expérience accumulées dans le secteur de l'audit assisté par les mégadonnées; et de renforcer les mécanismes pertinents de coopération bilatérale et multilatérale. En avril 2017, le Groupe comptait 19 membres à part entière et un observateur. Les ISC de la Chine et des États-Unis assurent actuellement la présidence et la vice-présidence du Groupe, respectivement.

UNE ÉVALUATION PAR DES PAIRS RÉUSSIE

Pour renforcer ses activités axées sur la qualité, le Bureau d'audit d'État de la Hongrie s'est soumis, en 2014, à un examen par des pairs qui visait à évaluer les innovations et les méthodes mises en œuvre par l'ISC depuis 2010 dans le cadre de l'initiative de renouvellement en faveur de la préservation de valeur. Il y a quelques années, le Bureau avait adopté sa nouvelle stratégie de communication dont les principaux objectifs étaient : 1) optimiser l'utilisation des documents préparés par le Bureau pour divers destinataires et 2) mieux faire connaître le Bureau en tant qu'institution transparente et professionnelle au service de l'intérêt public. Pour renouveler ses activités de communication et d'utilisation de ses documents, le Bureau s'est inspiré des ISSAI 12 et 20 comme principes directeurs.

L'évaluation exhaustive des activités de communication de l'ISC et de sa transparence a été réalisée par une équipe internationale entre 2014 et 2016. Elle visait les activités qui s'étaient déroulées entre 2010 et 2015. Elle a été réalisée par un groupe d'experts provenant des ISC de la Pologne et de la Lituanie. Fondée sur l'ISSAI 20, qui définit les principes de transparence et de reddition de comptes des ISC, l'évaluation concernait les divers groupes ciblés par les communications du Bureau. Elle a porté sur la communication avec les citoyens en général, avec l'Assemblée nationale, avec diverses autorités publiques, la presse et la coopération avec les entités auditées.

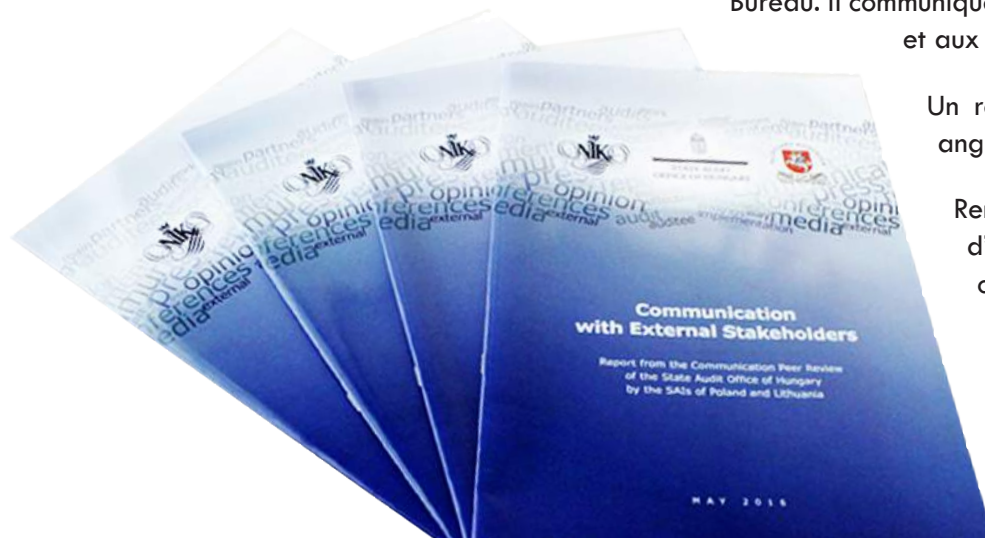
Le rapport a conclu que le Bureau avait instauré un système professionnel et efficient de communication qui respectait ses missions et sa stratégie. Qui plus est, le système s'inscrit dans le droit fil de la nouvelle loi qui régit le Bureau. Les institutions alliées du Bureau et les organisations touchées par ses activités ont confirmé que l'organisation mettait sa stratégie de communication en œuvre de manière à transmettre des renseignements pertinents sur l'ISC et ses procédures et à renforcer sa réputation en tant d'organisation exemplaire qui favorise la transparence.

Les constatations formulées dans le rapport sur l'amélioration des activités d'utilisation des documents de l'ISC, notamment les recommandations sur la communication avec les entités auditées, sur l'échange dynamique de renseignements avec les autorités publiques, sur la généralisation du recours aux médias sociaux et sur l'adoption d'une nouvelle présentation pour les rapports d'audit, ont été particulièrement utiles au Bureau.

Pour donner suite aux recommandations, le Bureau a défini un plan d'action qu'il a transmis aux ISC chargées de l'évaluation par des pairs. Ce plan décrit, dans le détail, des mesures visant à perfectionner les activités de communication afin de mieux les cibler dans le but de renforcer l'utilisation des travaux du Bureau et la transparence sociale. Un groupe de projet indépendant pilotera la mise en œuvre du plan d'action au sein du Bureau. Il communiquera en continu les progrès réalisés aux citoyens et aux groupes ciblés par le Bureau.

Un résumé du rapport peut être consulté ici [en anglais seulement].

Renseignements : site Web du Bureau d'audit d'État de la Hongrie à <https://asz.hu/en> ou par courrier électronique à international@asz.hu.



Estonie

DES COURS EN LIGNE OUVERTS À TOUS

Le Bureau national d'audit de l'Estonie, en collaboration avec l'Université de Tartu (Estonie), a élaboré deux cours en ligne ouverts à tous (MOOC) sur l'audit de l'environnement.

Les MOOC constituent une forme d'enseignement gratuit qui est accessible à tout le monde sur des plateformes en ligne. Élaborés en tout ou en partie par des universités, ces cours mettent un enseignement de qualité supérieure à la disposition d'un vaste auditoire. Ils favorisent de ce fait l'**Objectif 4 du Programme de développement durable à l'horizon 2030** : Assurer l'accès à tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Deux cours pilotes ont été élaborés : 1) Introduction à l'audit environnemental dans le secteur public; 2) Auditer les impacts des infrastructures sur l'environnement.

Le premier cours porte sur divers sujets liés à la bonne gouvernance environnementale et sur les dispositifs utilisés par les administrations publiques pour encourager, à l'aide de règlements, les citoyens et les entreprises à adopter des comportements écologiques. Le cours présente aussi le cycle d'un audit dans son intégralité : de la sélection

de sujets appropriés pour un audit environnemental à l'établissement du rapport, en passant par la rédaction du plan de conception de l'audit.

Le deuxième cours, « Auditer les impacts des infrastructures sur l'environnement », présente les éléments qui sous-tendent le cycle de vie d'une infrastructure et leur importance lorsque vient le temps d'auditer l'impact des infrastructures sur l'environnement et le développement durable à l'aide des méthodes d'audit de performance. De plus, les outils et les méthodes de gouvernance utilisés pour gérer ses impacts sont décrits.

Les cours, qui sont adaptés en fonction aussi des expériences d'audit de l'ISC estonienne, reposent principalement sur les ISSAI de l'INTOSAI et les documents publiés par le Groupe de travail sur la vérification environnementale (WGEA). Les séances de formation font également référence à des études de cas tirées d'audits réalisés par l'ISC estonienne.

Les cours comportent des lectures, de courtes vidéos, des exemples d'audit, des exercices et des contrôles des connaissances. Les participants qui auront réussi les contrôles et terminé les cours recevront un diplôme de l'Université de Tartu.

Les deux cours ont été donnés une fois déjà. Plus de 200 participants de 34 pays ont suivi le cours d'introduction et plus de 160 participants de 34 pays ont suivi le cours sur les infrastructures.

Deux autres MOOC sont en cours d'élaboration : « Auditer les questions liées à l'eau », qui sera conçu par l'Organisation des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Europe (EUROSAI) d'ici à la fin de 2018, et « Auditer la gestion des déchets », qui sera élaboré par le WGEA de l'INTOSAI dans le cadre d'un projet au plus tard en 2019.

Les inscriptions sont acceptées pour les cours à venir!

- Introduction à l'audit environnemental dans le secteur public, du 6 novembre au 3 décembre 2017.
- Auditer les impacts des infrastructures sur l'environnement, du 5 février au 2 mars 2017.

Renseignements et inscription : www.moocs.ut.ee

Pour obtenir un complément d'information : M^{me} Krislin Kivi à krislin.kivi@riigikontroll.ee.

MOOC SUR L'AUDIT ENVIRONNEMENTAL



ACCÈS GRATUIT



CONTENU OUVERT



GRATUIT



EN LIGNE



4-5 SEMAINES



CERTIFICAT – 1 CRÉDIT ECTS

PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL DE LA CHAMBRE DES COMPTES

La Chambre des comptes de l'Ukraine, qui est l'ISC du pays, contrôle la gestion des recettes et des dépenses publiques au nom du Parlement ukrainien (Rada suprême). Elle mène ses activités dans le respect de la constitution nationale et des codes budgétaires, de la loi ukrainienne sur la Chambre des comptes et des principes reconnus de régularité, d'indépendance, d'équité, de transparence et de neutralité politique.

La Chambre des comptes vient de publier son rapport annuel dans lequel elle présente les activités (contrôles analytiques ou d'expert) menées en 2016 et les mesures de contrôle portant sur la période allant de 2014 à 2016 (ou des périodes antérieures).

Le rapport souligne plusieurs faits importants :

- **644** audits;
- **96** rapports établis et approuvés;
- **642** mesures de contrôle mises en œuvre pour intégrer la préparation de lois et de certificats pertinents;
- mise au jour d'infractions et de lacunes se chiffrant à près de **17 milliards** de hryvnias (UAH);
- l'audit de fonds publics totalisant plus de **314 milliards** de hryvnias;
- chaque auditeur a contrôlé, en moyenne, **1,2 milliard** de hryvnias environ;
- chaque **hryvnia** consacrée au financement des activités de la Chambre des comptes par le budget public a permis d'auditer environ **3 800 hryvnias** et de détecter des infractions et des lacunes totalisant **203 hryvnias**.

À la lumière des résultats de ses contrôles, la Chambre des comptes a formulé des recommandations visant à redresser et à améliorer les situations, à prévenir les infractions et les lacunes et à améliorer l'efficacité, l'efficacité et l'économie dans la gestion des fonds publics.

Les rapports et les décisions de la Chambre des comptes ont été transmis aux plus hautes instances législatives et exécutives du pays. Le Rada suprême y a répondu en adoptant neuf lois et cinq projets de loi. De plus, le

gouvernement ukrainien a élaboré 16 textes normatifs qui reflètent certaines recommandations particulières de la Chambre des comptes et le Bureau du procureur général a été saisi de 12 affaires.

La publicité est l'un des axes prioritaires d'action de la Chambre des comptes. Pour donner suite à cette priorité, elle a rendu 3 443 documents publics l'an dernier dans un effort pour renforcer la transparence et la confiance du public.

La Chambre des comptes continue d'accumuler des réalisations importantes, de l'expérience et des honneurs (tant à l'échelle nationale qu'internationale), ce qui contribue à améliorer son efficacité et son efficacité. Cela va de pair avec un contrôle des finances publiques externe et indépendant, la mise en œuvre des ISSAI et l'instauration de nouvelles formules, méthodes et directives.

Le rapport de la Chambre des comptes de 2016 peut être consulté [ici](#) [en anglais et en ukrainien].



PRODUITS

- 644 audits
- 96 rapports
- 642 mesures de contrôle



DÉCISIONS

- Adoption par le Parlement de 9 lois et de 5 projets de loi
- Élaboration par le gouvernement de 16 textes normatifs
- 12 affaires portées devant le procureur général



RÉALISATIONS

- Des fonds publics de 314 milliards UAH audités
- Des lacunes de 17 milliards UAH rendues publiques
- La publication de 3 443 documents

Les participants aux séminaires conjoints de 2017 du Comité de contact de l'Union européenne organisés par le Bureau national d'audit de Malte.



LE BUREAU NATIONAL D'AUDIT ACCUEILLE LES SÉMINAIRES CONJOINTS DU COMITÉ DE CONTACT DE L'UNION EUROPÉENNE

Le Bureau national d'audit de Malte a accueilli, les 30 et 31 mai 2017, les séminaires conjoints de 2017 sur le réseau concernant l'audit des politiques budgétaires et sur le réseau concernant l'audit de la stratégie « Europe 2020 » du Comité de contact de l'Union européenne. Des représentants de la Cour des comptes européenne (CCE) et 35 participants de 18 institutions nationales d'audit ont assisté au séminaire sur le premier de ces réseaux qui visait à améliorer les méthodes et les pratiques pour auditer les politiques budgétaires nationales. Présidé par le Bureau national d'audit de la Finlande, ce réseau s'emploie à encourager les ISC membres à mettre en commun leurs pratiques exemplaires et savoirs.

L'Auditeur général de Malte, Charles Deguara, a accueilli les participants en soulignant les progrès réalisés par le réseau et en faisant un survol des dossiers clés, notamment la pérennité des finances publiques, l'efficacité des réformes des politiques fiscales et budgétaires et la crise internationale de la dette. Au cours de son allocution, il a aussi remercié l'Auditrice générale de la Finlande, Tytti Yli-Viikari, et la déléguée de la Cour des comptes du Portugal, Anna Furtado, de leur collaboration indéfectible à l'organisation de ces rencontres.

M. Malcom Bray, du Comité consultatif budgétaire de Malte, a fait une présentation motivante sur la qualité des finances publiques. Il a notamment souligné l'importance du rôle joué par les institutions budgétaires et d'audit nationales

indépendantes en faveur de l'amélioration de la qualité des finances publiques.

Le séminaire sur le réseau concernant l'audit des politiques budgétaires a ensuite ciblé trois thèmes :

- définition et mise en œuvre des politiques budgétaires;
- image fidèle des finances du gouvernement central;
- pérennité des finances publiques.

Près de 40 délégués d'ISC et de représentants de la CCE ont assisté au séminaire sur le réseau concernant l'audit de la stratégie « Europe 2020 » qui a suivi. Ce séminaire visait à favoriser l'échange d'expériences et d'idées sur la manière d'auditer des sujets liés à cette stratégie.

La Cour des comptes du Portugal, qui préside le réseau, était représentée par M. José Pinto Almeida. Celui-ci a ouvert le séminaire en énumérant les réalisations du réseau depuis sa création en 2009.

M. Jonathan Vassallo de la division de la planification et de la coordination des priorités au sein du bureau du Premier ministre a par la suite présenté un aperçu sur le volet « éducation et cohésion sociale » de la stratégie « Europe 2020 ».

Ce séminaire a également porté sur les audits menés en parallèle qui étaient en cours, sur les audits nationaux et sur les travaux connexes de la CCE.

VISITE DE LA COUR DES COMPTES EUROPÉENNE AU BUREAU D'AUDIT NATIONAL DE MALTE

Une délégation de la Cour européenne des comptes (CCE) a visité le Bureau d'audit national de Malte le 26 juin 2017.

Dirigée par le Président de la CCE, M. Klaus-Heiner Lehne, et accompagnée par le représentant maltais à la CCE, M. Leo Brincat, la délégation a rencontré la haute direction de l'ISC maltaise, notamment l'Auditeur général, Charles Deguara, et l'Auditeur général adjoint, Noel Camilleri, pour discuter des objectifs et des rôles des deux institutions et des mesures de soutien.

M. Lehne a souligné la première mission de la Cour qui se veut la gardienne des intérêts financiers de l'Union européenne : s'assurer de la régularité et de la probité des dépenses, de l'optimisation des ressources et



Rencontre entre les délégués de la Cour et de l'ISC maltaise à Malte.

de la saine gestion financière. Il a insisté en particulier sur les bienfaits des analyses panoramiques qui portent sur les grands thèmes se rattachant à la reddition de comptes, la transparence et la gestion et l'utilisation efficaces des fonds de l'Union européenne. Il a aussi fait remarquer le rôle primordial que jouaient les ISC pour aider les citoyens à reprendre confiance dans les institutions européennes.

M. Brincat s'est félicité du professionnalisme et de l'indépendance dont a constamment fait preuve l'ISC maltaise. Il a indiqué que la Cour des comptes européenne était honorée d'organiser un séminaire conjoint à Malte en septembre 2017. Le directeur de la Direction générale de la présidence de la Cour, M. Martin Weber, sera l'orateur invité du séminaire sur le renforcement de la reddition de comptes grâce aux suivis d'audit dans le secteur public.

M. Deguara a souligné que l'ISC maltaise s'attachait à réaliser son mandat constitutionnel sous le signe du professionnalisme, de l'objectivité et de la transparence. Il a ajouté que l'ISC comptait promouvoir la bonne gouvernance et l'optimisation des ressources publiques, et ce, dans l'intérêt des contribuables du pays.

M. Deguara a réitéré que son ISC était prête à cultiver et à renforcer en continu les relations avec la Cour des comptes européenne en participant à des initiatives organisées par la Cour et en apportant son concours technique et logistique pendant les missions d'audit réalisées à Malte par la Cour.

Communiquez avec le Bureau d'audit national de Malte à malta@gov.mt ou visitez son site Web à <http://nao.gov.mt> pour obtenir un complément d'information.

Koweït

- Le Bureau d'audit d'État du Koweït a participé à divers programmes, activités, réunions et discussions au cours des derniers mois, notamment :
 - » Le programme de formation « Évaluation par les pairs — Gouvernance » qui a eu lieu au Mexique en juillet 2017. Cette formation, qui s'inscrivait dans l'accord de coopération signé avec l'ISC mexicaine, marquait le lancement de la première étape du plan d'action.
 - » La réunion du Groupe de travail sur l'audit de la passation des marchés publics au Portugal en juillet 2017.
 - » La 3^e réunion du groupe de travail sur la collecte des données d'audit et la 2^e séance plénière du comité du projet de collecte des données d'audit en Russie à la fin juillet 2017.
 - » La 10^e réunion du Groupe de travail sur la valeur et l'avantage des ISC de l'INTOSAI au Mexique.
- » La 15^e réunion du Comité directeur du Groupe de travail sur la vérification environnementale de l'INTOSAI, animée par le Bureau de reddition de comptes du gouvernement des États-Unis du 11 au 14 septembre 2017 à Washington.
- » La 3^e Conférence des Jeunes de l'EUROSAI (YES) à Tallinn dans les bureaux de l'ISC de l'Estonie du 11 au 14 septembre 2017.
- » La réunion de la Commission de renforcement des capacités de l'INTOSAI à la Banque mondiale à Washington en septembre 2017.
- Le Président par intérim du Bureau s'est rendu à New York en juillet 2017 à la tête d'une délégation pour participer à la réunion de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) sur l'audit de l'état de préparation à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Suriname



ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DE L'ISC

L'ISC du Suriname s'est soumise à une évaluation externe de sa performance en septembre 2016. Deux experts internationaux ont réalisé l'évaluation, financée par la Banque interaméricaine de développement (BID), qui était fondée sur les méthodes préconisées par le Cadre de mesure de la performance des ISC.

Avant le lancement de l'évaluation, le personnel d'audit et les dirigeants des départements de soutien de l'ISC du Suriname ont assisté à un atelier de sensibilisation donné sous les auspices de l'ISC et de la BID. Au cours des travaux préliminaires, des entretiens ont été réalisés et des documents ont été diffusés pour recueillir des informations approfondies sur l'ISC et le contexte de ses activités.

L'évaluation elle-même a été réalisée en octobre 2016. Les experts ont alors interrogé les employés de l'ISC et diverses parties prenantes. Des audits ont aussi été examinés par sondages.

Quatre mois plus tard, en février 2017, les résultats de l'évaluation de la performance ont été présentés à la

direction et au personnel de l'ISC. Une analyse complète des forces et des faiblesses de l'organisation a été présentée. L'évaluation a révélé que l'ISC avait renforcé ses capacités en recrutant des auditeurs supplémentaires. Parmi les autres points forts mentionnés, il y a la constitution et le renforcement des services de gestion des Ressources humaines, des Technologies de l'information et de la communication et des Relations internationales et publiques.

L'évaluation a aussi révélé la nécessité pour l'ISC du Suriname de veiller à ce que ses rapports soient conformes aux ISSAI afin de mieux favoriser la qualité de la gestion financière du pays. Il a aussi été recommandé de publier un plus grand nombre de rapports annuellement.

L'ISC du Suriname s'est inspirée des résultats de l'évaluation pour établir son plan stratégique de 2017-2021. Ce plan permettra à l'ISC de coopérer et de mobiliser des concours techniques à l'échelle nationale et internationale pour renforcer ses travaux, partant les finances publiques du pays.

L'IDI de l'INTOSAI réalise actuellement une revue d'assurance qualité. L'ISC du Suriname se réjouit de pouvoir compter sur l'appui de l'IDI et de la BID au cours de l'évaluation.

République slovaque

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE ET LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE AUDITENT LES DROITS D'ACCISE

Alena Naštická, II^e chambre d'audit, Division des politiques budgétaires, Bureau supérieur d'audit de la République slovaque



Les ISC de la République tchèque et de la République slovaque ont conclu en 2015 un accord de coopération en vue d'auditer, en parallèle, les droits d'accise. Ces audits visaient à comparer les résultats de la gestion de ces droits pour la période allant de 2012 à 2015 et à en faire ressortir les forces et les faiblesses. Ils visaient aussi à déterminer les raisons sous-jacentes aux écarts relevés, le cas échéant, susceptibles de nuire à l'efficacité et à l'utilité des droits d'accise. L'audit parallèle a fait ressortir diverses constatations intéressantes.

Il faut savoir que les droits d'accise ne sont pas régis par le même cadre législatif dans les deux pays. Ainsi la République slovaque possède diverses lois précises pour encadrer ces droits et leur perception. La République tchèque n'a quant à elle qu'une seule loi. De même, il existe des différences partielles au niveau des divers permis délivrés aux contribuables qui sont assujettis à l'accise. En République tchèque, il faut obligatoirement analyser la surface financière du contribuable afin de démontrer sa stabilité financière ou la nécessité de garanties financières. La République slovaque n'applique pas ces mécanismes.

Il y avait aussi des différences importantes dans les effectifs chargés dans les administrations respectives des deux pays de gérer les droits d'accise. En 2015, le service de gestion financière slovaque disposait de 1 300 employés pour gérer les 48 000 produits assujettis à l'accise; alors que l'administration douanière tchèque avait 1 011 employés pour gérer les 114 000 produits taxés. Cette simple comparaison a fait ressortir le fait que la République tchèque (avec plus de droits et moins d'employés) a réussi à fournir des services comparables à ceux de la République slovaque.

Une comparaison des frais administratifs a par ailleurs révélé des variations notables. En 2013, le service de gestion financière slovaque a dépensé 1,65 euro pour chaque tranche de 100 euros perçus; alors que les frais de l'administration douanière tchèque pour percevoir le même montant ont été plus faibles, se chiffrant 0,68 euro. Les frais

moyens de perception en 2015 ont été, respectivement, de 1,94 et de 0,73 euro. Même si l'importance des frais administratifs de la République slovaque (qui sont plus du double de la République tchèque) peut sembler constituer une lacune, il faut savoir que le service de gestion financière slovaque a besoin de systèmes électroniques complexes pour traiter les documents liés aux droits d'accise, ce qui n'est pas le cas de l'administration douanière tchèque.

Les données présentées précédemment ne constituent qu'une partie des constatations d'audit qui révèlent que le service de gestion financière slovaque devra faire d'immenses efforts pour renforcer l'efficacité de sa gestion des droits d'accise par rapport à l'administration douanière tchèque.

Cet audit comparatif, complexe et détaillé, a aussi présenté diverses possibilités de mettre en œuvre des pratiques exemplaires. Plus particulièrement, le service de gestion financière slovaque devrait 1) réévaluer la logique qui sous-tend l'exercice d'une surveillance permanente des droits d'accise dans les entrepôts de boissons alcoolisées assujettis à l'accise; 2) réaliser une analyse financière de la stabilité économique du demandeur. L'administration douanière tchèque devrait finaliser la numérisation de la gestion des documents liés aux droits d'accise. Sur une plus grande échelle, les États membres de l'Union européenne devraient 1) surveiller le tabac brut dans les secteurs pertinents qui sont soumis à l'accise; 2) apposer des timbres d'accise sur l'emballage des boissons alcoolisées.

Cet audit coopératif a été réalisé selon l'ISSAI 5800, Guide pour les contrôles coopératifs, et diverses pratiques exemplaires et conventions reconnues.

Renseignements : ISC de la République slovaque à info@nku.gov.sk.

COMPARAISON DES STATISTIQUES CLÉS SUR LES DROITS D'ACCISE

République tchèque	République slovaque
• Une seule loi	• Diverses lois précises
• 1 011 employés	• 1 300 employés
• 114 000 produits	• 48 000 produits
• 0,68 € pour 100 € de droits perçus (2013)	• 1,65 € pour 100 € de droits perçus (2013)
• 0,73 € pour 100 € de droits perçus (2015)	• 1,94 € pour 100 € de droits perçus (2015)
• Système électronique simple	• Système électronique complexe

République tchèque



COOPÉRATION EFFICACE ET ÉCHANGE D'INFORMATIONS : LA VISION EUROSAI 2020

Le Bureau supérieur d'audit de la République tchèque a été élu à la présidence de l'EUROSAI lors du Congrès qui a eu lieu à Istanbul (Turquie) en mai. Le Bureau, qui présidera l'EUROSAI de 2020 à 2023, accueillera le Congrès de 2020 à Prague.

Le Bureau cristallise la vision de l'EUROSAI avec le Projet « 3C » : Communication, Coopération et Comparaison. Le Bureau s'efforce, dans le cadre de ce projet, de nouer des collaborations efficaces au cours de sa présidence en reconnaissant que l'EUROSAI devrait œuvrer sous le signe de l'efficacité et de la valeur ajoutée dans l'intérêt de ses membres. L'objectif qui a été fixé : produire un maximum de résultats avec un minimum d'effort.

Le projet d'échange d'informations comparatives (BIEP) s'inscrit dans l'initiative « 3C ». Il vise à mettre à la disposition de tous des informations qui sont aisément accessibles, conformément à un des objectifs qui est poursuivi grâce aux ISSAI.

La plateforme, qui a été lancée par le Bureau lors de la réunion V4+2 (pays de Visegrad [République tchèque,

Hongrie, Pologne et Slovaquie] + Autriche et Slovénie) l'an dernier, repose sur l'application de méthodes pointues d'étalonnage pour diffuser et comparer les informations de manière uniforme.

Ainsi, la création d'une base de données contenant des renseignements comparables sur les audits permettra de consulter facilement les résultats d'autres ISC. De même, le projet BIEP permet d'effectuer des recherches dans des bases de données créées par le Bureau (audits et produits), conformément à l'objectif stratégique 3 de l'EUROSAI (GT3 EUROSAI).

Dans le cadre du BIEP, diverses données sur les politiques publiques ayant une incidence importante sur les citoyens, qui sont surveillées et diffusées par les bureaux d'audit, seront systématiquement comparées. Jusqu'ici, le Bureau a proposé cinq secteurs pour tester les comparaisons de données internationales : l'immobilier, le logement social, le cybergouvernement, l'éducation et le système pénitentiaire.

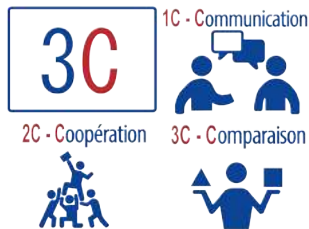
Le Bureau traite actuellement de deux secteurs dans le cadre de ses activités d'audit : l'immobilier et le logement social. Il pourra ainsi poser le fondement d'une nouvelle méthode commune de comparaison.

Il est primordial que les données soient comparables et que la méthode repose sur une base commune. L'approche appliquée par la République tchèque et la République slovaque pour réaliser un audit coordonné de la gestion des droits d'accise le montre bien.

Cet audit comportait une comparaison entre les systèmes d'information établie sur une base commune : les lois de l'Union européenne définissant les conditions applicables. Les systèmes reposaient donc sur des paramètres identiques. La comparaison des résultats des audits a révélé que le système utilisé par la République tchèque était plus économique que celui de la République slovaque.

L'accessibilité et la clarté de l'information permettent de déterminer comment diverses organisations gèrent des situations similaires. Cette mise en commun des connaissances fournit des indications et des pratiques exemplaires qui permettent aux bureaux d'audit et aux organisations publiques d'être mieux placés pour apporter une valeur ajoutée aux citoyens. Le Bureau estime que cette mission est essentielle au succès de l'EUROSAI.

Photo ci-dessus : Le Président du Bureau supérieur d'audit de la République tchèque, Miloslav Kala. En médaillon : Le personnel de l'ISC tchèque.



France



RÉUNION ANNUELLE DE L'AISCCUF À DAKAR AU SÉNÉGAL

L'ISC de la France, à titre de secrétaire général de l'Association des Institutions supérieures de contrôle ayant en commun l'usage du français (AISCCUF), a organisé le Séminaire professionnel annuel de l'Association à Dakar (Sénégal) les 28 et 29 juin 2017.

Cette réunion de deux jours était consacrée aux nouvelles ISSAI adoptées l'an dernier au Congrès de l'INTOSAI : un thème qui n'avait pas été abordé à l'international.

Les dirigeants de dix ISC et de nombreux représentants de près de 20 pays ont assisté au séminaire qui a permis aux auditeurs de l'Europe, de l'Afrique francophone et d'Haïti d'échanger sur la valeur ajoutée des normes internationales et les difficultés (et possibilités) qui découlent des réglementations internes. Les ISSAI favorisent le renforcement des capacités des institutions et le perfectionnement des compétences de leurs personnels. Elles renforcent donc la réputation des ISC et leur crédibilité, surtout aux yeux des administrations auditées et des acteurs du domaine.

Les exposés ont porté sur quelques-unes des 25 normes et directives récemment adoptées qui étaient axées principalement sur l'organisation et les activités de base des ISC, notamment :

- **Code de déontologie** (ISSAI 30) — *Président du Collège de déontologie de l'ISC de la France.*
- **Norme d'audit de conformité** (ISSAI 4000) — *Magistrats des ISC du Sénégal et du Niger.*

- **Norme relative à l'audit de performance** (ISSAI 3000) — *ISC de Djibouti et ISC du Sénégal.*
- **L'intégration des normes ISSAI au cadre de gestion des audits (à la lumière de l'expérience française)** — *Membre d'une Chambre régionale des comptes de la France et ISC de la Tunisie.*
- **Lignes directrices sur l'évaluation des politiques publiques** (INTOSAI GOV 9400) — *ISC du Maroc.*
- **Cadre des normes professionnelles de l'INTOSAI** — *ISC de la France.*

Les participants ont aussi pu mettre leurs connaissances à l'épreuve grâce à un jeu-questionnaire stimulant et amusant (élaboré par l'ISC française) qui contenait des questions plutôt difficiles. Rien à craindre, toutefois, les membres ont répondu brillamment, dans un esprit de franche camaraderie.

La mise en œuvre des ISSAI est vitale. Tous les participants ont donc été encouragés à mettre en pratique ce qu'ils avaient appris dès leur retour dans leurs ISC. Le Président de l'AISCCUF et Premier Président de l'ISC du Niger, M. Saidou Sidibe, a rappelé à ses collègues, surtout aux membres de la haute direction des ISC, qu'une mobilisation constante et des efforts de sensibilisation et de formation étaient nécessaires pour réussir la mise en œuvre des normes.

Pour obtenir un complément d'information, veuillez visiter le nouveau site Web amélioré de l'AISCCUF (dont le contenu a été enrichi, notamment avec des graphiques accrocheurs) à www.aisccuf.org.

Lituanie

LES FACTEURS GARANTS DU SUCCÈS SELON L'ISC LITUANIENNE

Le succès d'une ISC repose sur divers facteurs, notamment des communications (internes et externes) efficaces et l'exemplarité. Au fil des ans, le Bureau national d'audit de la Lituanie a noué de bonnes relations de travail avec le Comité d'audit du Parlement du pays, qui est son principal allié dans la surveillance des activités du gouvernement.

Le Bureau communique aussi dynamiquement avec les acteurs du domaine, notamment les universités, les associations sans but lucratif et les entités du secteur public touchées par les initiatives du gouvernement.

Ces interactions ont eu de nombreuses retombées positives :

- médiatiser les constatations et recommandations découlant des audits;
- mieux faire connaître l'ISC et donner une meilleure visibilité à son action;
- examiner la pertinence des données et des parties prenantes;
- informer les ISC des points de vue des parties prenantes sur des dossiers liés à la gouvernance du secteur public les plus sensibles;
- formuler des observations sur des éléments donnés qui nécessitent une évaluation approfondie et systémique.

Le Bureau s'efforce de se servir de la communication pour découvrir de nouvelles possibilités et recenser les problèmes (et trouver des moyens d'en éliminer les causes sous-jacentes).

Le Bureau applique aussi des techniques de communication interne pour impulser le perfectionnement organisationnel. Les interactions ciblées renforcent la créativité et la participation du personnel alors que des exercices de définition des valeurs permettent aux employés de dégager les valeurs qui sont essentielles à l'atteinte des objectifs stratégiques du Bureau. Composer avec les intérêts personnels de chacun et dégager un consensus sur les besoins essentiels de l'organisation nous

permettent d'unir nos efforts et de comprendre que l'union fait la force.

Le Bureau s'emploie à jouer un rôle exemplaire dans le secteur public en respectant des normes élevées dans le cadre de ses travaux; en donnant des conseils avisés et indépendants aux décideurs publics; en adoptant des comportements dignes de confiance; en innovant constamment; et en prouvant que les mesures qu'il prend améliorent la performance.

Nos efforts ne passent pas inaperçus. Les travaux du Bureau ont été récompensés par le secteur public et le secteur privé, tant à l'échelle nationale qu'internationale. En 2016, le Bureau s'est vu décerner le prix de la « Meilleure institution publique ». En 2017, la conférence des entreprises lituaniennes lui a octroyé le « Partnership Leader Prize », qui récompense les audits systémiques réalisés professionnellement par le Bureau et ses opinions d'audit.

En 2017, l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE), dans le cadre de son programme SIGMA (Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion), a indiqué que le Bureau et le Parlement de la Lituanie disposaient de pratiques exemplaires de coopération dans son étude « Developing Effective Working Relationships Between Supreme Audit Institutions and Parliaments ».

Conscient que le succès, même s'il est retentissant, reste éphémère, le Bureau ne se repose pas sur ses lauriers! Nous espérons que notre expérience inspirera et éclairera d'autres ISC et la profession en général.



Serbie



L'ISC SERBE CÉLÈBRE SES 10 ANS DE SERVICES PUBLICS



L'ISC de la République de Serbie a marqué les dix ans de sa fondation lors d'une cérémonie solennelle au Palais de Serbie le 7 juin 2017. De nombreux invités de renom ont assisté aux

célébrations, dont M. Nikola Selakovic, envoyé du Président de la République de Serbie, M. Radoslav Sretenovic, Président et Auditeur général de l'ISC de la Serbie et M^{me} Bojana Mitrovic, Vice-présidente du Conseil de l'ISC de la Serbie. Plusieurs dignitaires étrangers, délégués d'ISC et représentants d'organisations internationales étaient aussi présents pour honorer l'ISC serbe, qui est la plus haute autorité habilitée à auditer les fonds publics du pays.

« Il y a dix ans, peu connaissaient les compétences de l'ISC serbe. Le plus souvent, on nous demandait ce que faisait un auditeur. Aujourd'hui, alors que nous célébrons les dix ans de notre fondation, je peux affirmer avec fierté que nous sommes devenus une institution indépendante, reconnue et digne de confiance. Chaque centime dépensé pour nous, pour notre organisation, a été largement remboursé à la République de Serbie grâce à nos audits », a fièrement fait remarquer M. Sretenovic.

Depuis sa fondation, l'ISC serbe a publié quelque 777 rapports d'audit et 1 243 autres communications d'audit. Elle a formulé en tout 6 467 recommandations et le pourcentage de recommandations mises en œuvre n'a

cessé d'augmenter (environ 75 % actuellement). Grâce aux recommandations de l'ISC serbe, le Trésor de la République a fait un bénéfice de 7,6 milliards de dinars.

L'ISC serbe améliore constamment ses travaux dans l'intérêt du bien-être de tous les citoyens. Améliorer les méthodes pour réaliser des audits d'états financiers, de conformité et de performance et faire progresser les stratégies de gestion de l'information, des activités opérationnelles et des ressources humaines, perfectionner le personnel et les processus permettent à l'ISC serbe de présenter activement et adéquatement les conclusions et les constatations de ses audits. Elle peut aussi cultiver et renforcer ses rapports avec les citoyens, les parties prenantes et, à l'échelle

internationale, avec les autres ISC.

Aujourd'hui, l'ISC de la Serbie est membre à part entière de l'INTOSAI, de l'EUROSAI et du Réseau des institutions supérieures de contrôle des pays candidats et des pays candidats potentiels à l'adhésion à l'Union européenne et à la Cour des comptes européenne.

L'estime et la confiance dont jouit l'ISC de la Serbie sont la consécration des résultats de ses audits et de l'acceptation des recommandations qu'elle formule à l'intention des audités depuis dix ans.



PRODUITS

- 1 243 audits
- 777 rapports
- 6 467 recommandations



RÉALISATIONS

- Mise en œuvre de 75 % de ses recommandations
- 7,6 milliards de dinars reversés au budget national

Japon



SÉMINAIRE SUR L'AUDIT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DANS LE SECTEUR PUBLIC

Le Conseil d'audit du Japon, de concert avec l'agence japonaise de coopération internationale (JICA), a organisé un séminaire sur l'audit des travaux de construction dans le secteur public dans le cadre des programmes officiels d'aide au développement du Japon. Cet événement, qui se déroule une fois l'an, a eu lieu du 18 juin au 8 juillet 2017, au centre de formation de la JICA à Tokyo (Japon) et au centre de formation du Conseil dans la préfecture de Gunma. Il visait à favoriser l'échange d'expériences et de pratiques exemplaires avec les ISC de pays en développement. Cette année, 16 auditeurs de neuf ISC — Botswana, Fidji, Irak, Laos, Libéria, Malawi, île Maurice, Népal et Zimbabwe — ont assisté au séminaire.

Le séminaire est d'autant plus important qu'il contribue au renforcement des capacités des ISC en aidant les

gouvernements des pays à mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD).

En auditant les projets de construction publics dans le but de vérifier la qualité des infrastructures, les ISC peuvent favoriser l'ODD 9 : « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ». Ce type d'audit contribue aussi à la lutte contre la corruption (ODD 16), ce qui est important vu l'impact de la corruption sur les marchés publics (y compris dans le bâtiment) qui se fait ressentir davantage à mesure que progresse la mondialisation.

Le Conseil d'audit accorde depuis toujours une grande importance à l'audit des travaux de construction dans le secteur public, puisqu'une part considérable du budget de la nation a été consacrée aux infrastructures pendant la période de la croissance économique rapide de l'après-guerre et à l'aménagement d'équipements à même de résister aux catastrophes naturelles (séismes, pluies torrentielles et inondations) qui ont nui à la qualité de vie des citoyens et



gravement endommagé des propriétés. Par conséquent, le Conseil d'audit a défini des objectifs rigoureux pour auditer les travaux de construction dans le secteur public, notamment pour vérifier les aspects comptables; réduire les coûts de construction; revoir les effets des projets et garantir des infrastructures de qualité. Auditer divers aspects des projets, dont la conception et la structure, en plus des chiffres, des coûts estimatifs et de l'utilisation de l'ouvrage à la fin du projet, favorise l'atteinte de ces objectifs. Le Conseil a fait part de cette expérience, de ces objectifs et de ces méthodes aux participants du séminaire.

Le séminaire de cette année était principalement axé sur les méthodes utilisées pour vérifier si 1) les travaux sont réalisés tels qu'ils ont été conçus; 2) les travaux ne sont pas bâclés; et 3) la conception du projet de construction est appropriée pour garantir que les mesures de sécurité sont respectées. Le Conseil a aussi présenté des rapports d'audit qui illustrent des défauts de construction. Ces défauts se sont traduits par des niveaux de sécurité insuffisants. Les entités ont pris les

mesures qui s'imposaient pour y remédier. Les participants ont reconnu l'utilité de tels rapports en faisant remarquer qu'ils peuvent rehausser la qualité des ouvrages et réduire en même temps les coûts des infrastructures tout au long de leur cycle de vie.

Le séminaire ne se composait pas uniquement d'exposés magistraux. Les participants ont réalisé des travaux pratiques en utilisant des équipements d'inspection des bâtiments pour repérer des travaux inadéquats (modèles de structures exposés au centre de formation du Conseil). Ils ont aussi visité de vrais chantiers de construction, notamment le projet de réaménagement de la Metropolitan Expressway Route 1 à Tokyo (voir la photo ci-dessus).

Pour conclure le séminaire, les participants ont expliqué comment ils pouvaient mettre en pratique les connaissances et les expériences acquises lors de futurs audits de projets de construction réalisés par leurs ISC. Pour obtenir un complément d'information, veuillez communiquer avec liaison@jbaudit.go.jp.

Lettonie

UNE FORMATION SUR LES NORMES D'AUDIT INTERNATIONALES



Latvijas Republikas
Valsts kontrole

Cet été, le Bureau d'audit d'État de la Lettonie, en collaboration avec l'association des auditeurs agréés de Lettonie, a lancé un nouveau programme visant à former des auditeurs agréés à la mise en œuvre des normes ISSAI.

Donnée par des membres du personnel de l'ISC lettonne détenant une expérience professionnelle diversifiée, la formation est actuellement axée sur des sujets liés à l'audit financier.

Vu l'expérience déjà acquise par les auditeurs agréés, la formation met l'accent sur des exemples concrets et donne des indications sur les travaux d'audit typiques de l'ISC lettonne.



Tout en veillant à ce que les méthodes d'audit des finances du secteur public soient précises et exhaustives, la formation a mis l'accent sur les notes de pratiques des ISSAI visant 14 sujets :

- Que sont les ISSAI?
- Le processus d'audit financier
- La compréhension de l'entité auditée
- La pertinence

- Les procédures analytiques
- L'évaluation des risques
- L'utilisation des travaux d'autres auditeurs et d'experts
- Les assertions en audit
- Les tests de détail et les tests des contrôles
- Les sondages en audit
- La stratégie, le plan et les programmes d'audit
- Les éléments probants et les documents de travail
- L'évaluation des erreurs et la communication des résultats d'un audit financier
- L'examen des questions liées à la conformité dans les audits financiers

L'ISC de la Lettonie a recueilli des commentaires très positifs sur la formation. Elle compte donc prolonger et amplifier son programme.

La prochaine ronde de formations accueillera des auditeurs de tous les échelons, notamment des auditeurs adjoints agréés et des représentants des municipalités et du bureau d'audit des fonds de l'Union européenne.

Des modules sur l'audit de performance et de la conformité seront ajoutés au programme, tout comme des discussions approfondies sur les méthodes d'audit à utiliser pour évaluer les politiques et la gouvernance dans le secteur public, les systèmes d'information et de communication et les sociétés des États et des municipalités.

Myanmar

L'ISC DU MYANMAR ORGANISE DIVERS ATELIERS ET RÉUNIONS

Atelier de formation des formateurs sur les ISSAI



Le Bureau de l'auditeur général du Myanmar et la Banque asiatique de développement (BAD) ont donné conjointement un atelier de formation des formateurs sur les ISSAI à Naypyidaw (Myanmar), du 8 au 12 mai 2017. L'atelier, qui visait à favoriser la mise en commun des connaissances et des expériences sur les manuels et les directives sur la réalisation d'audits financiers selon les ISSAI, a été suivi par plusieurs auditeurs de l'administration centrale du Bureau, de bureaux d'audit des régions ou des États, d'experts de la BAD et de délégués du Bureau de l'auditeur général de la Norvège.

Au cours de l'atelier, le personnel de la BAD a analysé divers aspects des documents sur les audits financiers selon les ISSAI, dont les règles de déontologie, les systèmes de contrôle interne, les seuils de signification, les évaluations des risques et de l'étendue, la mise en œuvre de procédures de corroboration, les moyens de communiquer avec les organisations auditées, les rapports d'audit et les systèmes de suivi.

Réunion avec l'IDI et l'ASOSAI pour renforcer les capacités d'apprentissage en ligne



Le Bureau de l'auditeur général du Myanmar, de concert avec l'IDI, a accueilli une réunion de conception pour les formateurs visant à préparer un atelier d'apprentissage mixte des spécialistes à Naypyidaw (Myanmar), du 22 mai au 2 juin 2017. Des membres du

personnel de l'IDI, le directeur du renforcement des capacités de l'ASOSAI et des formateurs des ISC de l'Indonésie, des Philippines et du Pakistan ont participé à la réunion.

La réunion visait à élaborer le matériel pédagogique nécessaire à l'atelier d'apprentissage mixte des spécialistes. Il s'agit d'une nouvelle initiative conjointe de l'IDI et de

l'ASOSAI visant à renforcer les capacités d'apprentissage en ligne en créant un bassin de personnes-ressources possédant des compétences reconnues en formation pour appuyer la mise en œuvre des futurs programmes de renforcement des capacités de l'ASOSAI. La réunion a aussi permis à l'ISC du Myanmar de renforcer ses relations de travail avec l'ASOSAI et l'IDI.

Atelier sur le Rapport sur la conformité aux normes et aux codes — faire connaître la comptabilité et l'audit



Le Bureau de l'auditeur général du Myanmar, de concert avec le conseil de la comptabilité du Myanmar, l'institut des comptables agréés du Myanmar et la Banque mondiale, a organisé un atelier sur le « rapport sur la conformité aux normes et aux codes — faire

connaître la comptabilité et l'audit » à l'hôtel Park Royal, à Rangoun (Myanmar), le 16 juin 2017.

Au cours de cet atelier, les autorités du Bureau et de la Banque mondiale ont transmis des informations et des recommandations stratégiques aux décideurs et aux chefs d'entreprise sur les constatations du rapport sur la conformité aux normes et aux codes et ils ont donné l'occasion aux parties prenantes de poser des questions sur les prochaines étapes proposées pour donner suite aux recommandations.

Des groupes de discussion se sont aussi penchés sur des sujets comme le renforcement de la profession de comptable, l'enseignement de la comptabilité comme catalyseur pour avoir des comptables de qualité et l'amélioration de la qualité des rapports financiers des entreprises et des audits. Des experts nationaux et internationaux ont ainsi pu échanger leurs points de vue personnels et leurs expériences sur ces sujets avec les participants.



L'ISC DU COSTA RICA ET L'IDI SE PENCHENT SUR LE « PONT DU DÉVELOPPEMENT »

La stratégie nationale d'aide aux familles du Costa Rica vivant dans l'extrême pauvreté



L'Institution supérieure de contrôle (ISC) du Costa Rica, en coordination avec l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), a exécuté en 2016 un audit de performance dont l'objet était d'analyser l'efficacité et l'efficience de la stratégie nationale du « Pont du développement » destinée à venir en aide aux familles costaricaines en situation d'extrême pauvreté. Avec l'importance de plus en plus grande accordée à l'audit de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable, cet audit prend plus que jamais sa vraie signification en ce qu'il s'inscrit sous le thème de l'Objectif 1 : Pas de pauvreté.

L'audit a consisté à vérifier la conformité de la stratégie aux objectifs proposés pendant les deux premières années d'activités (2014-2016), à étudier les principales caractéristiques sociodémographiques et économiques des familles, à enquêter sur les biens et services acheminés aux familles très pauvres par les institutions participantes, et à examiner les mesures d'amélioration du Conseil social du Président.

LA STRATÉGIE ET SA MISE EN ŒUVRE

Le « Pont du développement » visait à mettre en relief et à mesurer les conditions de pauvreté en faisant appel à divers secteurs et organismes. Huit institutions ont formé le premier groupe chargé d'évaluer, dans une perspective multidimensionnelle, des aspects essentiels de la pauvreté : accès des familles au régime de sécurité sociale, développement des capacités, insertion professionnelle, avantages technologiques, conditions de logement convenables et développement territorial.

Dans le cadre de cette stratégie, l'Institut mixte de l'aide sociale (IMAS) a créé des fonctions de coopérants sociaux. Ceux-ci ont jeté des ponts entre les familles dans le besoin et les organisations d'aide. Ils sont devenus des points de contact déterminants pour que les familles reçoivent l'aide nécessaire, telle que définie dans le plan d'intervention auprès de la famille (PIF) établi en fonction des besoins et des engagements de chaque famille.

Trouver et aider les familles vivant dans des conditions difficiles s'est fait en quatre phases :

Phase un : Admissibilité des familles

Au départ, il a fallu déterminer ce qu'il fallait faire pour trouver dans les districts jugés prioritaires les familles vivant dans la misère et confirmer qu'elles correspondaient au profil établi dans la stratégie, à savoir posséder au moins une des caractéristiques suivantes : femme chef de ménage avec enfants en bas âge, parents handicapés à la maison, personnes âgées à charge et chef de ménage sans emploi.

Phase deux : Établissement des PIF

À cette phase, les coopérants sociaux chargés de gérer la stratégie ont conçu le PIF personnalisé de chaque famille, en vue de surveiller les réalisations de base qui allaient garantir que la famille avait atteint le niveau de qualité de vie minimal qu'elle devait atteindre avant la fin du programme.

Phase trois : Mise en œuvre et évaluation des PIF

C'est la phase où les familles ont exécuté les tâches qu'elles s'étaient engagées à exécuter. L'IMAS enregistre les progrès réalisés, le cas échéant, et oriente, au besoin, les familles vers les institutions participantes pour qu'elles bénéficient du plus grand nombre de prestations possible dans le cadre du programme.

Phase quatre : Sortie des familles

C'est la phase finale où la famille a atteint les réalisations de base (un minimum de 90 %) qui avaient été définies dans son PIF.

RÉSULTATS DE L'AUDIT

100,5 %

Le Pont du développement a permis de trouver et de choisir les familles. Selon les dossiers, le taux de conformité a atteint 100,5 % (la cible de 27 300 familles a été dépassée, 27 449 familles ayant été classées et sélectionnées).

> 50 %

Les résultats montrent que la population définie selon le profil établi dans la stratégie était très représentative : 79 % de la population étaient des femmes chefs de ménage et 67 %, des personnes sans emploi à temps plein. Selon les données statistiques, 87 % n'avaient pas terminé d'études secondaires.

< 25 %

Cependant, au 30 juin 2016, peu de progrès a été noté dans l'achèvement des réalisations de base du PIF des familles : seulement 22,7 % des PIF avaient été complètement menés à bien, tandis que 33,5 % étaient en cours et que 43,8 % n'affichaient aucun progrès.

47 %

Fait à noter : au moment de l'audit, 47 % des familles n'avaient achevé aucune des réalisations de base établies.

L'unité des zones régionales de développement social, au sein de l'IMAS, a pris en moyenne 89 jours pour dresser chaque PIF. Ce délai a eu un effet direct sur la capacité des familles à atteindre les réalisations de base, ce qui a créé un risque potentiel de non-conformité.

Vu le pourcentage élevé de familles n'ayant pu achever leurs réalisations de base dans le délai fixé de deux ans avant leur sortie du programme, il apparaît difficile d'atteindre la cible de quatre ans de la stratégie avec l'introduction de nouvelles familles dans le cadre d'une deuxième ronde (2017-2018).

Le manque de possibilités d'accéder aux prestations a aussi été noté. Selon les directives du Conseil social du Président, les orientations vers les services de soutien devaient être

traitées selon un ordre de priorité et réglées dans au plus 30 jours ouvrables.

Cependant, pour l'ensemble des orientations vers les services de soutien approuvées, seulement 44 % ont été traitées en 30 jours; tandis que 29 % avaient été approuvées dans un délai de 31 à 60 jours, 12 % dans un délai de 61 à 90 jours, et il aura fallu plus de 91 jours pour donner suite à 15 % des orientations (voir la figure ci-dessous).

Ces délais prolongés dans l'approbation des orientations ont aussi entravé les réalisations de base des familles.

Des rapports trimestriels et des bulletins mensuels étaient produits, mais les résultats d'audit ont montré qu'ils servaient davantage de moyens d'information que de moyens d'évaluation. Ces documents étaient par ailleurs basés sur des résultats partiels. Ils ne fournissaient donc pas de données suffisantes pour éclairer la prise de décisions susceptibles de toucher les populations visées à court, à moyen et à long terme.

Faute de directives sur l'établissement de rapports, seulement 2 des 37 rapports de l'équipe de surveillance et d'évaluation testés entre juillet 2015 et juin 2016

comportaient de l'information sur les limitations de l'initiative et les mesures d'amélioration. Aucun des rapports ne donnait d'information sur des indicateurs d'erreurs de ciblage (exclusions, fuites), le temps de préparation des plans d'intervention auprès de la famille, le délai de

réponse de l'institution aidante (et les raisons) aux familles orientées par les coopérants, l'état d'avancement des réalisations et les allocations budgétaires.

Les résultats d'audit montrent d'importantes possibilités d'amélioration, par ailleurs bien accueillies par les autorités du gouvernement du Costa Rica chargées de la stratégie du Pont du développement.

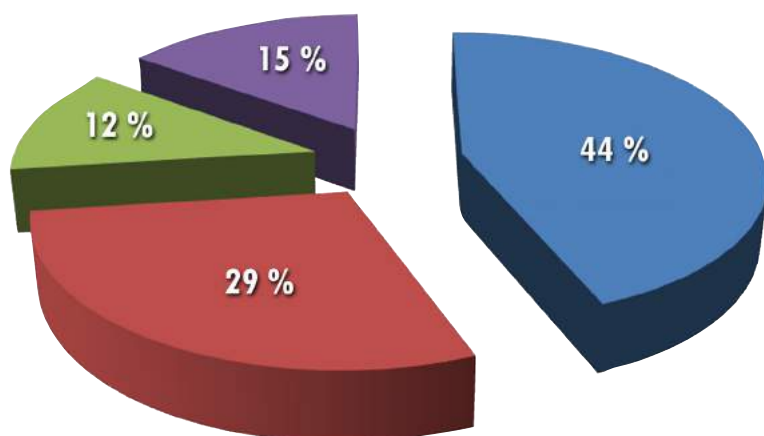
« Les résultats d'audit montrent d'importantes possibilités d'amélioration, par ailleurs bien accueillies par les autorités du gouvernement du Costa Rica chargées de la stratégie du Pont du développement. »

De plus, des recommandations au sujet des exigences de conformité ont été présentées au Vice-président de la République du Costa Rica à titre de coordonnateur du Conseil social du Président et Président exécutif de l'IMAS (mandaté pour mettre en œuvre la stratégie).

Ces occasions à saisir arrivent à un moment charnière. La stratégie ayant dépassé le cap des deux ans, la mise en œuvre des recommandations de l'ISC du Costa Rica peut certainement contribuer à en améliorer l'efficacité et l'efficacités, partant avoir un plus grand impact sur les personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Avec la collaboration et l'aide des mentors de l'IDI, les auditeurs ont réalisé cet audit selon les normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI).

DÉLAI DE RÈGLEMENT DES ORIENTATIONS (EN JOURS)



■ < 30 jours ■ 31-60 jours ■ 61-90 jours ■ > 90 jours

LE BSA TCHÈQUE SOUTIENT LES AUDITS DES ODD AVEC ÉNERGIE

Le Bureau supérieur d'audit de la République tchèque (BSA tchèque) s'intéresse depuis longtemps à l'environnement et à son importance pour un développement durable. À cet effet, il participe activement au Groupe de travail sur la vérification environnementale (GTVE) à la fois pour l'INTOSAI et pour l'EUROSAI.

Sous la houlette du GTVE de l'INTOSAI, le Bureau a déjà réalisé deux projets d'audit environnemental et en a entrepris un troisième. De plus, il saisit les occasions qui se présentent de s'affirmer dans des audits coordonnés de portée internationale. Il participe à des conférences, des séminaires et des ateliers pour en apprendre davantage sur l'environnement et la conservation, et échanger les pratiques exemplaires en la matière.

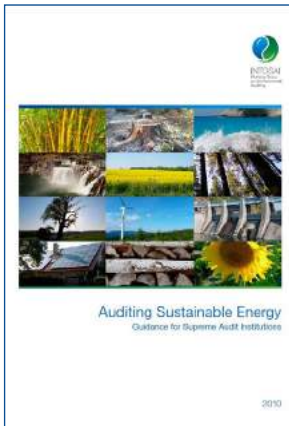
Projet de 2010 sur l'audit en matière d'énergie renouvelable

Fort de son expérience avérée de l'audit en matière d'énergie renouvelable, le BSA tchèque a offert, en 2010, de diriger la coordination de travaux sur des directives portant sur l'audit en matière d'énergie renouvelable pour les Institutions supérieures de contrôle et leur compilation dans un guide (« Auditing Sustainable Energy —Guidance for Supreme Audit Institutions ») (Guidance).

Avec la collaboration d'experts indépendants en énergie renouvelable et la coopération des ISC de l'Australie, du Canada, de l'Estonie, du Maroc, de la Norvège, de la Pologne et du Royaume-Uni, le Bureau a préparé ce guide dans l'espoir d'aider les ISC à mieux comprendre les énergies renouvelables et à trouver des approches d'audit efficaces.

Le guide propose quatre étapes : (1) comprendre les questions relatives à l'énergie renouvelable et son influence sur la société, l'économie et l'environnement; (2) repérer les mesures prises par le gouvernement pour répondre à ces questions et aux préoccupations en matière d'environnement (p. ex. politiques et programmes publics); (3) choisir des sujets d'audit convenables; (4) concevoir des audits qui tiennent compte des conditions propres au pays concerné et formuler des questions d'audit pertinentes.





Le guide aborde l'énergie renouvelable selon deux grands volets : la production d'énergie à partir des ressources d'énergie renouvelable et l'exploitation la plus efficace et la plus économique des ressources d'énergie.

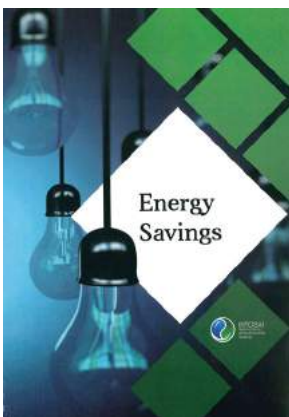
En plus de contenir de l'information pratique et utile pour toutes étapes d'un audit axé sur l'énergie, le guide

présente plusieurs études de cas illustrant comment les ISC peuvent ajouter une valeur dans le domaine de l'énergie renouvelable.

Projet de 2016 sur les économies d'énergie

Misant sur l'expérience acquise grâce à la recherche, la coordination et la rédaction du guide, le BSA tchèque a dirigé un projet appelé « Économies d'énergie » qui s'est déroulé de 2014 à 2016. L'objectif était de découvrir les problèmes énergétiques que la République tchèque avait en commun avec d'autres pays.

Une étude portant sur les questions d'économie d'énergie et les travaux d'audit utiles des ISC a été menée principalement en coopération avec les ISC de la Chine, des États-Unis, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Slovaquie.

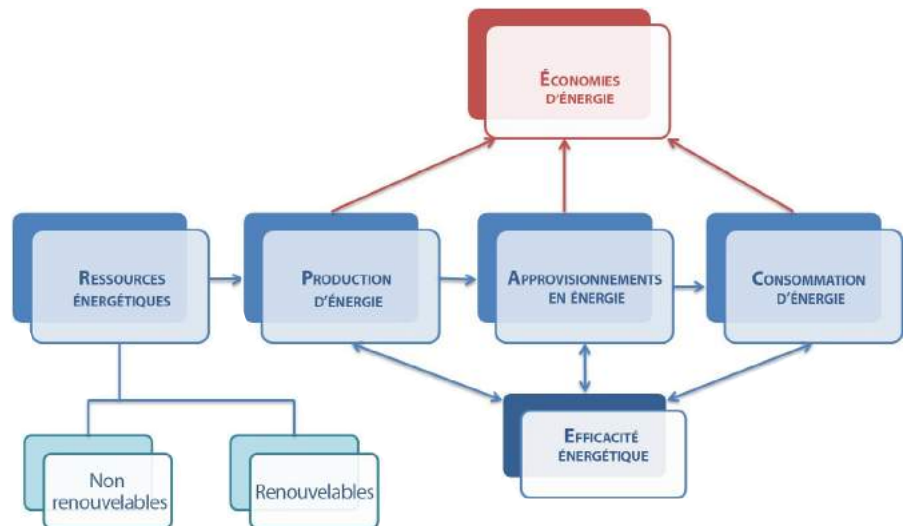


Cette étude était censée souligner l'importance de la question des économies d'énergie comme sujet d'audit potentiel pour les ISC et apporter plus d'information à ce propos grâce à des exemples d'audit, à des études de cas ciblées et à des pratiques exemplaires des ISC.

Aux fins de ce projet, les économies d'énergie étaient mesurées en fonction de la quantité d'énergie

économisée grâce à l'adoption de mesures précises, et l'énergie économisée était calculée en mesurant (ou en estimant) la consommation avant et après la mise en œuvre d'une ou de plusieurs mesures.

D'un point de vue d'audit, il était aussi nécessaire de comprendre les secteurs possibles d'efficacité énergétique à chacune des étapes de la production, de l'approvisionnement et de la consommation énergétiques. Le rôle des ISC, et des auditeurs eux-mêmes, est d'évaluer les impacts des politiques publiques ou des mesures utilisées pour promouvoir les économies d'énergie ou l'efficacité énergétique à chaque étape (voir l'image ci-dessous).



Pour mieux comprendre l'efficacité énergétique et les politiques publiques des pays, le BSA tchèque a effectué une enquête auprès de 77 ISC membres du GTVE de l'INTOSAI. Ses questions portaient sur :

- les outils utilisés pour appuyer ou accroître les économies d'énergie ou l'efficacité énergétique;
- les indicateurs utilisés pour mesurer les économies d'énergie et l'efficacité énergétique;
- l'exécution ou non d'audits sur les indicateurs ci-haut mentionnés dans les dernières années.

Les résultats de l'enquête ont montré que 48 pays utilisaient des outils d'économie d'énergie et que 32 pays membres du GTVE de l'INTOSAI avaient fixé ou défini des indicateurs de portée nationale des économies d'énergie. Les données recueillies illustraient aussi qu'un faible nombre d'ISC (14 membres du GTVE de l'INTOSAI) avaient effectué des audits portant sur l'efficacité énergétique ou les économies d'énergie au cours des cinq dernières années.

Outre l'enquête, le projet sur les économies d'énergie a fait connaître des études, des documents et des données venant d'institutions externes sur l'extrême importance pour l'avenir de constamment conserver et d'utiliser l'énergie de manière judicieuse.

Si on en croit certains rapports rendus publics, notamment ceux de l'Agence internationale de l'énergie, la plus grosse demande en énergie dans un avenir rapproché viendra de l'Afrique, de l'Europe, de la Chine et des États-Unis.

Du point de vue d'une ISC, les activités d'audit futures concernant les questions d'énergie deviennent de plus en plus importantes, en particulier vis-à-vis des 17 Objectifs de développement durable de portée mondiale visant à éradiquer la pauvreté, à protéger la planète et à garantir la paix et la prospérité pour tous. L'Objectif 7 énoncé sous le thème « Énergie propre et d'un coût abordable » aborde précisément la consommation et la conservation de l'énergie et souligne la nécessité de faire davantage au chapitre de l'efficacité énergétique, qui est en passe de devenir la source d'énergie la plus importante.

Bien que n'étant pas une source à proprement parler, l'efficacité en matière d'énergie comme telle a plus à voir avec sa conservation. Un certain nombre de pays découvrent que l'énergie la moins coûteuse et la plus sûre, c'est celle qu'on n'a pas besoin de produire. Il s'agit là d'un tournant décisif dans la façon de concevoir notre rapport avec l'énergie.

Projet de 2019 sur le développement urbain durable – Cités écologiques

Pendant la période de 2017-2019, le BSA tchèque sera aux commandes d'un projet d'audit environnemental du GTVE de l'INTOSAI intitulé « Développement urbain durable – Cités écologiques ». Il sera épaulé par les ISC de la Chine, des États-Unis, de l'Indonésie, du Maroc, des Philippines et de la Slovaquie.

Actuellement, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines. De 30 % qu'elle était en 1950, la population des villes devrait passer à 66 % en 2050. Avec l'urbanisation qui s'opère sans discontinuer à l'échelle planétaire, les défis de développement durable se concentreront de plus en plus dans les villes, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire là où l'urbanisation progresse le plus rapidement.

Il faut instaurer des politiques intégrées en faveur de l'amélioration des conditions de vie des citoyens et des

ruraux. Nombreuses sont les villes dans le monde qui se trouvent aux prises avec de sérieux problèmes de logement, d'infrastructure, de transport, de sécurité, d'énergie, d'eau potable, de chômage, d'éducation et de soins de santé (World Urbanization Prospects, ONU, édition de 2014).

Le projet sur le Développement urbain durable – Cités écologiques a pour objectif premier de recenser et de décrire les défis les plus exigeants que doivent relever les agglomérations urbaines. On n'a qu'à penser à la qualité de l'air, à l'augmentation du bruit, aux problèmes de gestion des déchets, aux systèmes d'assainissement des eaux, aux réseaux et à la qualité de l'eau potable, et aux problèmes que ces défis génèrent en éducation et en santé. Le projet servira de point de convergence des connaissances et des expériences des ISC tout en insistant sur l'importance d'un développement urbain durable au sein du GTVE de l'INTOSAI.

Ce projet est lié étroitement aux ODD, notamment aux objectifs de portée mondiale suivants :

- Objectif 3 : « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge »
- Objectif 6 : « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau »
- Objectif 7 : « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable »
- Objectif 11 : « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables »

Le BSA tchèque est animé par sa vision des « 3 C » – Communication, Coopération et Comparaison. En coopérant et en échangeant leurs expériences sur la scène internationale, les ISC seront mieux préparées à relever les défis que posent les changements climatiques et l'émergence d'une société durable. Leur rôle dans la lutte que le monde est appelé à mener est important.

Vous pouvez télécharger une version électronique des publications Energy Savings (disponible en anglais) et Auditing Sustainable Energy (disponible en anglais) à partir du site Web du BSA tchèque à www.nku.cz.

➤ DANS LE CADRE DE L'INTOSAI



*L'expérience mutuelle
profite à tous*



À LA MÉMOIRE DE JØRGEN KOSMO

L'ancien Auditeur général de la Norvège, Jørgen Kosmo, est décédé le 24 juillet 2017, à l'âge de 69 ans.

Nommé auditeur général par le Parlement en 2006, il a occupé ce poste jusqu'à sa retraite en 2013. À ce titre, il a aussi présidé le Conseil d'administration de l'IDI de l'INTOSAI et siégé au Comité directeur de l'INTOSAI.

Avant sa nomination, il avait été député au sein du Parlement norvégien pendant plus de 20 ans et président du Parlement pendant les quatre dernières années de sa carrière législative. Il a aussi été ministre de la Défense et ministre des Affaires administratives de la Norvège.

Jørgen, comme tout le monde l'appelait, était intimement persuadé du caractère incontournable de l'audit indépendant

dans le secteur public et des retombées positives de la coopération des ISC à l'échelle mondiale. Il était un ardent défenseur de l'INTOSAI. En 2007, il a établi la fonction de développement coopératif au sein du Bureau de l'auditeur général de la Norvège. Cette fonction aide d'autres ISC dans leurs efforts de renforcement des capacités. Président dévoué et progressiste du Conseil de l'IDI, Jørgen a toujours œuvré en faveur des ISC qui avaient besoin d'aide.

Même s'il avait quitté le Bureau depuis trois ans et demi déjà, son professionnalisme, sa gentillesse et son humour n'ont pas été oubliés. Ses nombreux amis et collègues en Norvège et ailleurs dans le monde le regretteront.

Renseignements : tjenester-internasjonalt@riksrevisjonen.no ou le site Web du Bureau à www.riksrevisjonen.no.





20^E CONGRÈS DE LA PASAI

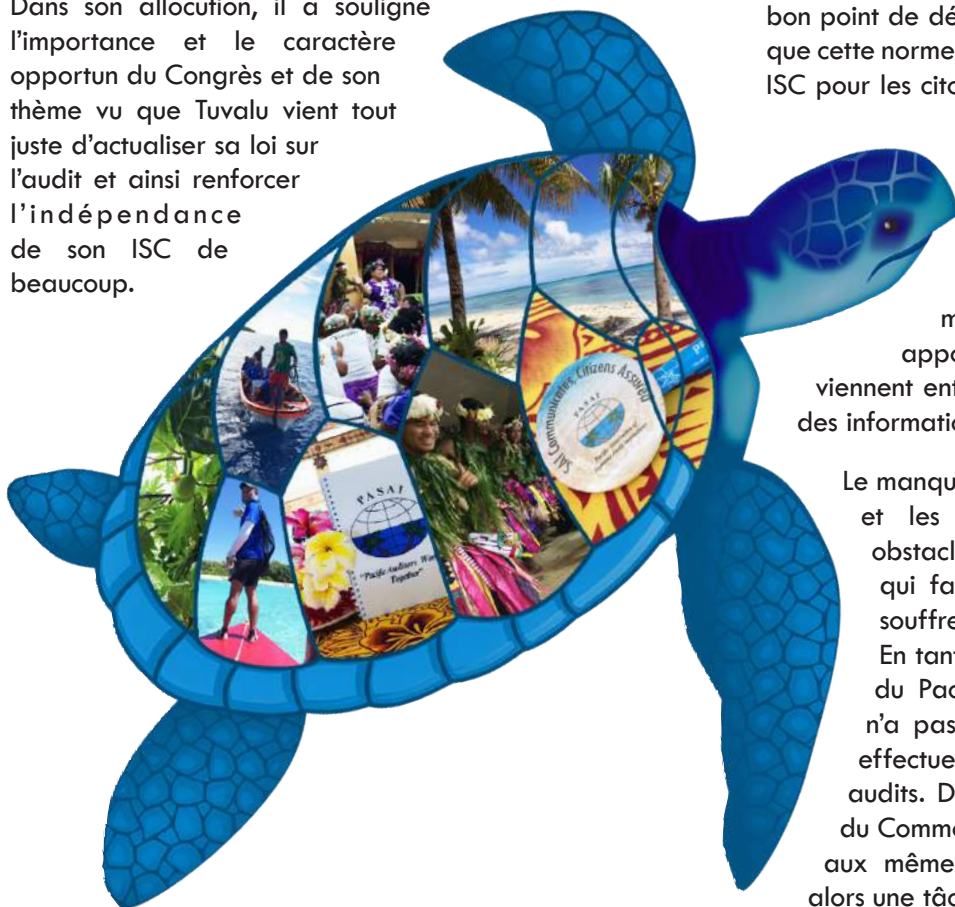
Mieux communiquer pour promouvoir la valeur et l'avantage des ISC

« La collaboration des auditeurs du Pacifique » est le fondement même de l'Association des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques du Pacifique (PASAI). Tous les ans, les membres de la PASAI se réunissent pour renforcer leurs liens et échanger des savoirs, des idées et des expériences – vraiment travailler à l'unisson – dans le but d'améliorer la qualité de vie de leurs concitoyens.

Le Congrès de la PASAI de cette année, qui était le 20^e, a eu lieu à Funafuti (Tuvalu) du 8 au 11 août 2017. Environ 50 délégués d'ISC, d'organisations membres et de partenaires du développement ont échangé leurs vues sur le thème du Congrès : « Mieux communiquer pour promouvoir la valeur et l'avantage des ISC ».

Le Vice-premier ministre et Ministre des Finances et du Développement économique, l'honorable Maatia Toafa, a officiellement ouvert le Congrès.

Dans son allocution, il a souligné l'importance et le caractère opportun du Congrès et de son thème vu que Tuvalu vient tout juste d'actualiser sa loi sur l'audit et ainsi renforcer l'indépendance de son ISC de beaucoup.



Il a indiqué que ces changements et les pouvoirs accrus qui en découlent vont nécessairement de pair avec des obligations redditionnelles supplémentaires. Il faut donc les faire connaître de manière éloquente aux parties prenantes pour qu'elles en mesurent bien la portée.

Des exposés stimulants, des débats vigoureux, des ateliers interactifs et des activités de réseautage ont fait émerger un heureux amalgame de sujets sur la communication : les avantages que les ISC apportent aux acteurs du domaine; les difficultés rencontrées; des pratiques exemplaires qui sont utiles à beaucoup d'ISC; des engagements en faveur de l'amélioration des stratégies, des programmes et des initiatives.

La valeur des ISC et les avantages qu'elles procurent sont nombreux. Le conseiller technique de l'ISC de Tuvalu, Tony Prceovich, a d'ailleurs souligné que l'ISSAI 12 sur la valeur et les avantages des ISC constituait à cet égard un bon point de départ. Les membres de la PASAI ont reconnu que cette norme, qui décrit la valeur ajoutée des travaux des ISC pour les citoyens, était un outil essentiel pour améliorer la communication avec les parties prenantes.

Les ISC font beaucoup pour toutes les parties prenantes, internes et externes, locales et mondiales, mais il n'est pas toujours facile de faire comprendre les missions des ISC ni la valeur ajoutée qu'elles apportent. De nombreuses complications viennent entraver la communication en temps opportun des informations voulues aux personnes idoines.

Le manque de ressources, notamment technologiques, et les barrières linguistiques font partie des obstacles qui ont été évoqués. L'ISC de Chuuk, qui fait partie des États fédérés de Micronésie, souffre grandement d'une pénurie de personnel. En tant que plus petit bureau d'audit de la région du Pacifique (selon le nombre d'employés), l'ISC n'a pas le temps ni le personnel nécessaire pour effectuer des tâches qui ne sont pas liées à des audits. D'autres ISC, notamment celles de Guam et du Commonwealth des Mariannes-du-Nord, font face aux mêmes problèmes et la communication devient alors une tâche accessoire pour les auditeurs.

M^{me} Geraldine Demapan Tenori, qui est chargée de la supervision d'audits au sein de l'ISC du Commonwealth des Mariannes-du-Nord, a indiqué que son ISC s'employait à mettre la dernière main à une stratégie de communication. Toutefois, la mise en œuvre de cette stratégie n'a été confiée à personne en particulier.

Beaucoup de participants ont raconté des expériences similaires alors qu'ils ont dû concilier des priorités contradictoires avec des ressources limitées.

La technicisation pose une autre difficulté pour beaucoup de membres de la PASAI. Au fil des discussions, plusieurs ISC ont en effet avoué être absentes du Web ou des médias sociaux. Il leur est donc difficile de communiquer activement avec les parties prenantes. Ce silence électronique n'est pas voulu. Au contraire, les ISC ont avoué qu'il s'expliquait surtout par un manque de ressources techniques et de fonds.

L'Auditrice générale de la Nouvelle-Galles-du-Sud, Margaret Crawford, a reconnu les déficiences technologiques et souligné l'importance des interactions personnalisées et des activités de réseautage. Un avis qui est partagé par M. Ihlen Joseph, Président de la PASAI et Auditeur du secteur public de l'État fédéral de Micronésie-Pohnpei.

Il a indiqué que les radios-trottoirs et les informations qu'elles relaient étaient les outils de communication les plus efficaces de son État. Il a ajouté que les échanges informels constituaient le principal moyen de diffuser des nouvelles et des informations sur son territoire.

La diversité linguistique pose aussi problème lorsqu'il s'agit de communiquer. Certains États ont des territoires qui sont dispersés géographiquement où cohabitent divers dialectes. Par ailleurs, ce n'est pas seulement la langue qui pose problème, mais aussi le jargon des auditeurs.

« Il nous faut, sur le chemin menant au langage clair, améliorer notre manière de communiquer les résultats de nos audits. Nous devons formuler des recommandations qui sont pratiques et visent la cause profonde des problèmes », a expliqué l'Auditeur général de l'État de Victoria, en Australie, Andrew Greaves.

L'ISC de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a exprimé le même sentiment. Elle a ajouté que les recommandations devraient être claires, précises et pratiques.

Par ailleurs, l'ISC de la Nouvelle-Zélande a établi un blogue sur le langage des audits sur son site Web. Le guide intitulé « The Kiwi Guide to Audit Reports » est un outil amusant et stimulant de simplification du langage des audits.

L'ampleur des défis peut à elle seule sembler redoutable, mais il est primordial de les relever. Pour ce faire, les délégués ont été invités dans le cadre d'un des ateliers du Congrès à définir des engagements au moyen des objectifs SMART. Il s'agit d'objectifs qui sont Spécifiques, Mesurables, Atteignables, axés sur les Résultats et délimités dans le Temps. Les engagements n'ont pas été pris à la légère. De fait, le Secrétariat de la PASAI s'est engagé à communiquer

avec chaque membre pour évaluer les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs fixés pendant l'atelier.

Au cours des mois à venir, diverses ISC donneront suite à leurs engagements en mettant en œuvre des stratégies de communication, en diffusant leurs rapports sur des supports multimédias et en tirant parti d'activités de sensibilisation du public pour mieux faire connaître leurs

missions d'audit.

Certaines initiatives visaient à renforcer la transparence des ISC et à raffermir la mobilisation des parties prenantes :

- L'ISC de Tuvalu prévoit faire traduire ses rapports pour rendre les résultats de ses audits plus accessibles.
- Le bureau d'audit du Commonwealth des Mariannes-du-Nord continuera de se faire connaître grâce à un programme déjà en vigueur qui prévoit que son personnel visite des écoles locales. Les avantages de ce programme sont doubles : éducation et recrutement.



« Le monde de l'audit innove, s'adapte et évolue constamment. Nous continuerons de réunir et de rassembler des auditeurs avisés dans le cadre de congrès comme celui-ci pour rester en pointe sur le plan des relations organisationnelles. »

—Eli Lopati, Auditeur général de Tuvalu

- L'ISC de Nauru, qui a participé à une journée de sensibilisation du public, profite également de rencontres avec les journalistes lors d'événements particuliers.

En plus de divers ateliers et tables rondes, plusieurs activités officielles ou non de réseautage ont favorisé l'échange d'idées et permis aux délégués de nouer de nouvelles relations, ou de renforcer celles qui existaient déjà, tout en profitant des merveilles offertes par Tuvalu.

Lors d'un grand banquet au début du Congrès, le Premier ministre de Tuvalu, l'honorable Enele Sopoaga, a prononcé une allocution émouvante qui incarnait l'esprit du Congrès de la PASAI : collaborer pour trouver des moyens d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.

Même si l'on peut dire que beaucoup de décisions « des plus importantes » ont été prises dans les faits sous les cocotiers, certaines décisions essentielles ont été prises à la majorité des voix lors de la séance de clôture du Congrès, notamment la diminution du budget des déplacements des membres du Conseil et l'augmentation des frais d'adhésion de tous les membres.

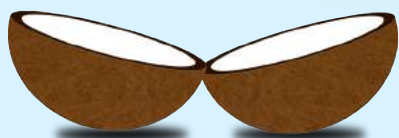
La décision d'augmenter les cotisations à l'Association n'a pas été prise à la légère ou facilement, mais l'Auditrice du Bureau de reddition de comptes du secteur public de Guam, Doris Flores, a indiqué que les avantages à faire partie de la PASAI dépassaient largement les cotisations que les membres doivent payer.

De fait, être membre de la PASAI est particulièrement utile. L'Association offre une tribune pour échanger des idées et un soutien indéfectible à ses membres. Elle constitue une organisation où l'on collabore au nom de l'intérêt supérieur des nations.

Le message que les membres de la PASAI retiendront du Congrès est l'importance de la communication et de la collaboration avec les collègues, les parties prenantes et les partenaires du développement pour renforcer les relations locales, affermir la confiance et optimiser la mobilisation,

partant favoriser la reddition de comptes et la transparence à l'échelle régionale et mondiale.

Même si nous devons nous dire adieu à Tuvalu, « Tofa » en tuvaluan, puisque le XX^e Congrès de la PASAI est terminé, nous tenons aussi à saluer d'un bonjour retentissant, « Gude » en pidgin, la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui accueillera le XXI^e Congrès de la PASAI en 2018!





SÉMINAIRE CONJOINT EUROSAL-ECIIA : RELATIONS AVEC LES AUDITEURS INTERNES

L'EUROSAL et la Confédération européenne des Instituts d'audit interne (ECIIA) ont donné un séminaire conjoint à Bruxelles (Belgique) le 11 mai 2017. L'activité, organisée par la Cour des comptes belge sous la houlette de Gijs de Vries, collaborateur émérite invité de l'European Institute de la London School of Economics and Political Science, a été l'apothéose de la coopération entre l'EUROSAL et l'ECIIA, selon le plan stratégique de l'EUROSAL de 2011-2017.

Le séminaire, qui a accueilli 65 délégués, dont plusieurs dirigeants, de 21 ISC de l'EUROSAL et de 15 antennes de l'ECIIA, était axé sur les relations entre les ISC et les auditeurs internes dans le secteur public européen.

Le Président de l'ECIIA et Vice-président de l'EUROSAL (ISC de la Finlande) a ouvert le séminaire, qui comportait diverses présentations faites par une variété d'ISC et des auditeurs internes et de nombreuses discussions sur les sujets suivants :

- La coopération, officielle et officieuse, entre les ISC et les auditeurs internes du secteur public — *ISC de l'Autriche et Institute of Internal Auditing (IIA) de la Hongrie*
- Agrément international en audit — *Service d'audit interne de la Commission européenne (IAS)*

- Utilisation par les ISC des travaux d'audit interne lors des audits d'états financiers — *ISC des Pays-Bas*
- Approches méthodologiques des ISC pour évaluer la fonction d'audit interne et examiner sa performance — *ISC de la Fédération de Russie*
- La gestion des risques dans le secteur public — *IIA de l'Espagne*
- Les accords de coopération nationale entre les ISC et les auditeurs internes en Europe — *ISC de la Turquie*
- La mise en œuvre d'un accord national de coopération multilatérale — *ISC de la Lituanie*
- Le nouveau Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'audit interne — *Secrétariat de l'ECIIA*
- Résultats de l'enquête ECIIA-EUROSAL et recommandations sur les comités d'audit dans le secteur public européen — *IIA du Royaume-Uni et de l'Irlande et ISC de la Belgique*
- Visions d'avenir de l'évolution de l'audit dans le secteur public en Europe — *Cour des comptes européenne et IIA de l'Espagne*

Le rapport sur le séminaire, les exposés et d'autres documents, dont deux rapports sur les comités d'audit et les accords de coopération nationaux établis par le Comité de coopération EUROSAL-ECIIA (2014-2017), peuvent être consultés sur le site Web de l'EUROSAL [ici](#) ou [ici](#).

L'EUROSAL a collaboré avec l'ECIIA dans de nombreux dossiers d'intérêt commun, selon le plan stratégique de l'EUROSAL de 2011-2017 (Objectif 2 — Normes professionnelles) et les accords de coopération de 2011 et de 2014. Elles ont collaboré à la mise en œuvre de l'INTOSAI GOV 9150, « Coordination et coopération entre les ISC et les auditeurs internes au sein du secteur public », en Europe. La Cour des comptes de la Belgique a piloté, au nom de l'EUROSAL, la coopération opérationnelle en plus de siéger au Comité directeur en tant que représentante de l'EUROSAL de 2011 à 2017. Pour des renseignements complémentaires sur la coopération EUROSAL-ECIIA 2011-2017 et le séminaire conjoint de 2017, prière de communiquer avec international@ccrek.be.



L'AFROSAI ACCUEILLE LA CONFÉRENCE SUR LES FLUX FINANCIERS ILLICITES

Le Secrétaire général de l'Organisation africaine des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI), en collaboration avec l'African Tax Administration Forum (ATAF), l'African Organization of Public Accounts Committee (AFROPAC) et l'Initiative africaine concertée sur la réforme

budgétaire (CABRI), a organisé la Conférence internationale sur les flux financiers illicites, qui a eu lieu du 24 au 26 mai 2017 à Yaoundé (Cameroun).



Sous le thème « Combattre les flux financiers illicites : une approche africaine à un phénomène mondial », la conférence a donné aux participants l'occasion de développer une compréhension commune des flux financiers illicites. Ils ont aussi été sensibilisés aux mesures prises par d'autres acteurs du domaine dans le cadre de la lutte contre lesdits flux.

La conférence a donné lieu à des échanges ouverts et a plus particulièrement permis aux participants :

- de développer une compréhension commune et plus nuancée des défis posés par les flux financiers illicites, y compris les différents piliers et niveaux;
- de réaffirmer leur engagement en faveur de la Bonne Gouvernance Financière en soulignant l'importance de la coopération (approche GFG) et en assurant la pérennité du réseau;
- de présenter leurs outils de lutte contre les flux financiers illicites.

Tout au long de cette conférence de trois jours, 254 délégués, membres de diverses ISC, agents du fisc, parlementaires, ministres des Finances, et représentants d'organisations non gouvernementales et de la société civile ont assisté à des présentations, discussions et ateliers expliquant l'ampleur, la complexité et l'incidence négative des flux financiers illicites. Ils ont aussi débattu de mesures pour lutter contre ce problème et affirmé leur attachement indéfectible à la poursuite des efforts de lutte en signant la *Déclaration de la Conférence internationale de Yaoundé sur les Flux financiers illicites en Afrique*.

Renseignements : sg_afrosai@afrosai.org ou hassan@crefiat.org. Vous pouvez aussi visiter le site Web de l'AFROSAI à www.afrosai.org.



Les organisations qui ont parrainé la conférence ont été créées pour optimiser la mobilisation des ressources budgétaires, renforcer la transparence des budgets, améliorer l'audit externe des finances publiques et encourager le contrôle parlementaire des finances publiques. L'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) assure la coordination des activités de ces organisations dans le cadre du programme de promotion d'une bonne gouvernance financière en Afrique. Créé en 2013, ce programme est financé par l'Union européenne et le gouvernement allemand.



RÉUNION DES DIRIGEANTS DES ISC ET DES PARTIES PRENANTES SUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

La « Supreme Audit Institution Leadership and Stakeholder Meeting », organisée de concert par l'IDI et les Nations Unies (ONU), s'est déroulée les 20 et 21 juillet 2017, au siège de l'ONU à New York, sous le thème de l'audit de l'état de préparation à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Dans le cadre de cette réunion, de hauts représentants d'ISC et d'importantes parties prenantes ont échangé leurs connaissances et expériences sur des thèmes et problèmes d'actualité liés au rôle que jouent les ISC lors d'audits liés à la mise en œuvre nationale des ODD.

Les participants ont partagé leurs expériences, entre autres, en ce qui concerne l'état de préparation à la mise en œuvre des ODD du point de vue des auditeurs. À ce propos, le Secrétariat général de l'INTOSAI a informé les participants des mesures prises par l'INTOSAI pour aider les ISC à s'acquitter de cette mission essentielle.

La nécessité d'avoir une approche globale d'audit, la participation des parties prenantes aux audits, la mobilisation des moyens de mise en œuvre des ODD grâce aux audits ou à l'utilisation d'indicateurs ont aussi été abordées lors de la réunion de deux jours.

Les discussions ont, entre autres, montré que :

- lors de l'examen de la mise en œuvre des ODD, les ISC doivent relever le défi de réaliser des audits qui vont au-delà des audits financiers et de conformité traditionnels;
- lors de la mise en œuvre des ODD, les gouvernements – à l'instar des ISC qui audient la mise en œuvre des ODD – sont tenus d'adopter une approche globale;
- les différentes parties prenantes ont de grandes attentes vis-à-vis du rôle que jouent les ISC dans la mise en œuvre des ODD;
- ces parties prenantes devraient être associées au processus;
- un grand nombre d'ISC ont examiné de manière approfondie la manière dont elles peuvent favoriser la mise en œuvre des ODD et certaines ont amorcé des audits en la matière;
- des audits coordonnés sont d'excellentes occasions de mise en commun d'expériences et de connaissances.



LE COMITÉ DE PARTAGE DES CONNAISSANCES POURSUIT LA TRADITION

Plus de 25 délégués représentant 12 ISC se sont retrouvés à Bali (Indonésie) lors de la 9^e réunion du Comité directeur de la Commission de partage et de gestion des connaissances (KSC) de l'INTOSAI du 23 au 25 août 2017.

« Les délibérations de cette réunion sont essentielles pour contribuer utilement au rapport de l'Objectif 3 qui sera présenté à la prochaine réunion du Comité directeur », a indiqué la Contrôleuse et Auditrice générale adjointe de l'ISC de l'Inde, Rita Mitra, qui a prononcé l'allocution d'ouverture de la réunion en tant que représentante du président de la KSC.

Le Président du Conseil d'audit de la République d'Indonésie, Moermahadi Soerja Djanegara, a accueilli les participants à la réunion de trois jours qui visait à faire le point sur les progrès réalisés par la Commission et ses groupes de travail depuis leur dernière réunion à Mexico (Mexique) en 2016.

De plus, des observateurs représentant la Commission de renforcement des capacités (CBC), l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), le Secrétariat général de l'INTOSAI et la Commission des normes professionnelles (PSC) ont présenté des initiatives visant l'ensemble de l'INTOSAI aux membres de la KSC.

« Les délibérations de cette réunion sont essentielles pour contribuer utilement au rapport de l'Objectif 3 qui sera présenté à la prochaine réunion du Comité directeur. »

—Rita Mitra

Au cours de la réunion, des échanges utiles sur divers dossiers clés, notamment la révision des missions de la KSC, ont eu lieu. Cette révision est primordiale en vue de mieux faire concorder les missions de la Commission au Plan stratégique de l'INTOSAI de 2017-2022 et à la Procédure officielle révisée, en mettant l'accent sur les rapports de performance.

La KSC mettra aussi à la disposition de l'INTOSAI les résultats de ses projets de recherche ciblés dans le cadre de sa stratégie. Les équipes qui pilotent les projets de recherche transversaux récemment amorcés sur la participation citoyenne aux audits du secteur

public et sur l'audit de la préparation des moyens de secours ont présenté des propositions aux membres de la KSC.

Le nouveau répertoire de risques et le modèle de tableau de bord destiné à présenter des rapports ont suscité des discussions stimulantes. Le répertoire de risques permet à la Commission de maîtriser les risques de manière à définir l'ordre de priorité des diverses mesures à prendre; alors que le tableau de bord, qui a été créé pour mieux communiquer les activités des groupes de travail avec concision, vise à présenter les progrès réalisés et les prochaines mesures clés qui seront prises pour atteindre chacun des objectifs définis pour les buts stratégiques de la KSC.

Le tableau de bord, qui permet aussi de faire ressortir les secteurs problématiques pouvant nécessiter l'attention de la Commission, est un instrument qui a été créé grâce à la collaboration des présidents des objectifs. M. Jan van Schalkwyk, de l'ISC d'Afrique du Sud, a fait remarquer que la collaboration des présidents des objectifs donnait des résultats extraordinaires. Il s'agit, selon lui, d'un des plus heureux aboutissements des travaux du XXII^e INCOSAI.

Lors de son compte rendu des activités de renforcement des capacités, M. van Schalkwyk a souligné le concept « de solutions locales pour une profession mondiale » qui reflète la volonté de favoriser l'adoption de normes mondiales, mais en tenant compte de la situation locale. Il a souligné la volonté de simplifier les missions, sans accabler les régions. Il a ajouté qu'il était primordial d'appuyer les ISC en situation précaire.

La représentante du Secrétariat général de l'INTOSAI, Monika Gonzalez Garcia-Koss, a fait l'éloge des efforts de collaboration déployés par les présidents des objectifs et de leurs efforts de coordination régionale. Elle a aussi sincèrement remercié tous les membres de la KSC de leur engagement indéfectible, surtout en période de transi-

tion, notamment pendant l'adoption de la nouvelle Procédure officielle.

M^{me} Paula Hebling Dutra, de l'ISC du Brésil, a expliqué la Procédure officielle révisée, en décrivant les quatre grandes étapes – la proposition de projet; l'exposé-sondage; la version d'adoption; et la prise de proposition définitive – et la manière dont elle s'appliquait aux nouvelles prises de position, à toute modification du contenu d'une prise de position et à l'intégration de prises de position formulées par d'autres organisations.

Elle a aussi mis l'accent sur le Cadre de prises de position professionnelles de l'INTOSAI (IFPP) et ajouté que ce nouveau cadre donnait des précisions sur l'étendue et prévoyait un examen systématique des documents déjà rédigés. Il est nécessaire de renforcer la crédibilité des prises de position professionnelles : d'où la création du Forum pour les prises de position professionnelles de l'INTOSAI (FIPP), qui est l'organe de l'INTOSAI qui s'y emploiera en évaluant et en approuvant les prises de position professionnelles.

M. Novy Pelenkahu, de l'ISC de l'Indonésie, a représenté le FIPP lors de la réunion de la KSC. Dans son compte rendu, il a abordé les trois priorités du FIPP : mise en œuvre du cadre IFPP révisé après 2016; instauration de directives qui appuient la mise en œuvre des ISSAI au plus tard en 2019; renforcement des prises de position professionnelles au-delà de 2019.

M. Pelenkahu a souligné l'importance des agents de liaison qui, selon lui, collaborent étroitement avec les groupes de travail et les comités de pilotage pendant toutes les étapes de la Procédure officielle en vue de mener des consultations et de faciliter les communications. Ce sont là des éléments qui ont toute leur importance pour favoriser une meilleure compréhension des uns et des autres.

La modernisation du Portail communautaire de la KSC et de l'IDI, qui est en chantier, favorisera la communication et la mise



L'ISC de l'Indonésie accueille la réunion de la KSC.



M. Moermahadi Soerja Djanegara



M. Jan van Schalkwyk,
M^{me} Paula Hebling Dutra et
M^{me} Monika Gonzalez Garcia-Koss



M^{me} Rita Mitra et M. K. S. Subramanian

en commun de l'information. Le Portail deviendra une plateforme stimulante et interactive, axée sur les auditeurs, qui regroupera les sites des groupes de travail et servira de plaque tournante de toutes les activités de mise en commun des savoirs.

M. K. S. Subramanian, de l'ISC de l'Inde, a indiqué que l'objectif ultime du Portail était de constituer un guichet unique d'information.

L'IDI a décrit aux participants de la réunion les efforts assidus qu'elle déploie, notamment les travaux en vue de l'audit des Objectifs de développement durable (ODD), en indiquant que les ISC peuvent contribuer puissamment à ces efforts en donnant des avis, en évaluant l'état de préparation et en surveillant la mise en œuvre des ODD.

De concert avec la KSC, l'IDI élaboré un programme d'audit de la préparation à la mise en œuvre des ODD. Elle a pris des mesures pour élargir ce programme en raison de la demande importante (plus de 100 ISC de toutes les régions de l'INTOSAI voudraient participer).

Le programme, conçu pour aider les ISC à réaliser des audits de performance collaboratifs, fondés sur les ISSAI, de l'état de préparation des autorités nationales à la mise en œuvre des ODD est l'un des nombreux programmes et activités qui portent sur les ODD.

M^{me} Garcia-Koss a décrit la réunion entre les hauts dirigeants des ISC et des parties prenantes organisée conjointement par l'IDI et les Nations Unies qui avait eu lieu plus tôt au cours de l'année au siège des Nations Unies à New York en indiquant que des représentants de la KSC, de la CBC et du Secrétariat général de l'INTOSAI étaient présents.

Pour terminer, chaque groupe de travail a résumé l'état d'avancement et la progression de ses travaux, ce qui a renforcé la longue tradition de mise en commun de l'information au sein de la KSC.

Pour conclure la réunion, M. Maxwell Ogentho, de l'ISC de l'Ouganda, a transmis le message de bienvenue de l'Auditeur général de son ISC, M. John F. S. Muwanga, et présenté une vidéo célébrant l'Ouganda, sa capitale nationale, Kampala, et leurs nombreux attraits, puisque c'est là que se déroulera la prochaine réunion de la KSC en août et septembre 2018.



LA COMMISSION EN BREF

Encourager les ISC à coopérer, à collaborer et à rechercher l'amélioration continue par le renforcement, le partage et la gestion des connaissances, comme suit :

- en produisant et en révisant les produits de l'INTOSAI;
- en fixant des points de référence et en administrant un portail de la communauté;
- en réalisant des études sur les meilleures pratiques et en effectuant des travaux de recherche sur les questions d'intérêt et de préoccupation mutuels.

Président

M. Shashi Kant Sharma, Contrôleur et Auditeur général, Bureau du contrôleur et auditeur général de l'Inde

Membres du Comité de pilotage de la KSC

Chine, Égypte, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Mexique, Ouganda, Philippines, Fédération de Russie

Buts stratégiques relatifs à l'Objectif 3

3.1 Développer et maintenir une expertise dans les différents domaines du contrôle des finances publiques et contribuer à enrichir le cadre des prises de position professionnelles de l'INTOSAI.

3.2 Favoriser un vaste échange de connaissances et d'expériences parmi les membres de l'INTOSAI.

3.3 En collaboration avec la CBC, l'IDI et d'autres organes de l'INTOSAI, faciliter l'amélioration continue des ISC par l'intermédiaire du partage des connaissances relatives aux enseignements transversaux tirés des résultats des révisions par les pairs et du CMP ISC.

Groupes de travail :

- Groupe de travail sur la vérification environnementale
- Groupe de travail pour la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux
- Groupe de travail pour le contrôle de la technologie de l'information
- Groupe de travail pour la dette publique
- Groupe de travail sur la valeur et l'avantage des ISC
- Groupe de travail – modernisation financière et réforme de réglementation
- Groupe de travail pour l'évaluation des programmes
- Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés
- Groupe de travail sur l'audit de l'industrie extractive
- Groupe de travail sur l'audit de la passation des marchés publics
- Groupe de travail sur les mégadonnées



NOUVELLES DE L'IDI

La rubrique « Nouvelles de l'IDI » vous tient informés de l'évolution des travaux et des programmes de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI). Pour en savoir davantage sur l'IDI et obtenir des renseignements actualisés entre les numéros de la Revue, visitez le site Web de l'IDI : <http://www.idi.no>. Pour plus d'informations sur l'Initiative de mise en œuvre des ISSAI (Programme 3i), visitez le site <http://www.idicommunity.org/3i>.

NOMINATIONS

À l'été 2017, l'IDI a lancé des concours afin de pourvoir deux postes. L'IDI aimerait souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres de son équipe :

- **M^{me} Caterina Raschetti**, coordonnatrice de programme;
- **M. Laurent Soublin**, coordonnateur de programme.

LANCEMENT DU PROGRAMME DES JEUNES DIRIGEANTS DES ISC



L'IDI a lancé le Programme des jeunes dirigeants des ISC (SYL), qui vise à appuyer le perfectionnement des jeunes dirigeants, à favoriser leur croissance personnelle et à contribuer au renforcement organisationnel des ISC. Ce programme repose sur une stratégie de changement visant à la fois l'ISC et le jeune dirigeant. Il a comme objectif de favoriser l'établissement de liens entre les dirigeants de tous les échelons, en mettant l'accent sur les jeunes dirigeants des ISC. Il vise aussi à créer un réseau mondial de jeunes dirigeants pour favoriser les interactions, les échanges et la collaboration.

Un processus de sélection rigoureux est en cours pour choisir les jeunes dirigeants qui participeront au programme.

L'ISC DU BHOUTAN REÇOIT UN SOUTIEN CONTINU

Soutien sur place pour réaliser un audit financier pilote selon les ISSAI

Conformément à l'énoncé d'engagement signé entre l'IDI et l'ISC du Bhoutan en 2016, l'IDI a offert un soutien sur place à deux équipes d'audit à Thimbu (Bhoutan) pour les aider à réaliser un audit financier pilote fondé sur les ISSAI.

Le personnel de l'IDI, accompagné de deux mentors de l'ISC du Bhoutan, a consacré une semaine à la revue des



travaux d'audit menés par les deux équipes. Les équipes ont utilisé les commentaires formulés tout au long de la semaine pour améliorer leur documentation d'audit.

Après l'atelier, les deux équipes sont retournées dans leurs entités respectives pour mettre en œuvre des procédures d'audit additionnelles qui n'avaient pas été prévues à l'étape de la planification de l'audit ou qui n'avaient pas encore été mises en œuvre avant l'atelier. Chaque équipe comptait un superviseur, un chef d'équipe et d'autres membres.

Le Vérificateur général et le Vérificateur général adjoint de l'ISC du Bhoutan ont également assisté à l'atelier, qui constituait la deuxième activité de soutien sur place dans le cadre de cet audit financier pilote. (La première activité a eu lieu au cours de l'étape de la planification de l'audit en février 2017.)

Formation sur l'assurance qualité des audits financiers

Une formation sur les revues d'assurance qualité (AQ) des audits fondés sur les ISSAI à l'intention d'une équipe d'auditeurs de l'ISC du Bhoutan s'est tenue à Thimbu (Bhoutan) plus tôt cette année.

L'IDI, de concert avec des mentors de l'ISC du Bhoutan, a donné cette formation qui a permis aux auditeurs de se

familiariser avec le nouvel outil d'AQ des audits financiers de l'IDI. L'équipe a réalisé une revue d'assurance qualité de l'un des audits financiers de l'ISC du Bhoutan dans le cadre d'une séance pratique. La formation a également abordé les modèles et les fonctions d'assurance qualité.

L'ISC du Bhoutan espérait notamment que l'énoncé d'engagement lui permettrait « de se doter d'un mécanisme d'assurance qualité efficace ». Cette formation particulière a favorisé le renforcement des capacités des examinateurs de l'AQ ainsi que la fonction d'AQ existante de l'ISC. Le Vérificateur général adjoint et des employés de la division de la recherche et de l'assurance qualité de l'ISC du Bhoutan ont également participé à la formation.

Revue d'assurance qualité des audits financiers pilotes de l'ISC du Bhoutan

La réalisation d'une revue d'assurance qualité des audits pilotes marque la dernière étape du programme de soutien aux ISC offert dans le cadre de la Phase II du Programme 3i à l'ISC du Bhoutan.

Après avoir bénéficié d'un soutien technique sur place, les examinateurs de l'AQ de l'ISC du Bhoutan ont réalisé des revues d'assurance qualité des deux audits financiers pilotes fondés sur les ISSAI récemment achevés. Dans le cadre du soutien technique offert, l'IDI devait veiller à ce que la revue soit réalisée de façon uniforme, en appliquant l'outil d'AQ de l'IDI de manière appropriée, et à ce qu'un rapport de revue soit rédigé.

L'équipe de revue d'assurance qualité a présenté les progrès réalisés à ce jour au Vérificateur général et à la direction de l'ISC, y compris l'ébauche du rapport d'AQ sur une mission d'audit. Comme le prévoyait l'énoncé d'engagement, la direction de l'ISC a reconnu qu'il lui fallait officialiser la fonction d'AQ et elle a déjà commencé à établir un mécanisme d'AQ entièrement fonctionnel.

Un soutien sur place semblable sera offert pour les audits de performance et de conformité au début de 2018.

AUDIT DES ODD ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Réunions d'adaptation et de formation des mentors de l'OLACEFS

Des spécialistes de l'Organisation des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Amérique



latine et des Caraïbes (OLACEFS) se sont réunis à Lima (Pérou), du 2 au 11 août 2017, pour suivre une formation de mentorat et adapter le matériel d'apprentissage en ligne pour les programmes d'audit des Objectifs de développement durable (ODD) et de lutte des ISC contre la corruption.

Au cours de la première moitié de l'événement de neuf jours, M^{me} Aránzazu Guillán Montero, du Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies, a offert aux mentors une formation sur le Programme 2030, les ODD et la lutte contre la corruption. M^{me} Guillán Montero, qui collabore avec l'IDI depuis 2016, participe à titre d'experte du cours d'apprentissage en ligne pour les régions anglophones.

Les mentors ont également pris part à une séance de formation axée sur le modèle d'apprentissage en ligne de l'IDI, qui a été animée par M^{me} Maria Lucia Lima, directrice du renforcement des capacités de l'IDI.

Au cours de la dernière moitié de l'événement de neuf jours, le groupe a été divisé pour travailler à l'adaptation du matériel d'apprentissage en ligne. M^{me} Lima a animé la réunion sur l'audit des ODD, tandis que M. Aníbal Guillermo Kohlhuber, ancien gestionnaire de l'IDI pour l'OLACEFS et directeur général adjoint actuel du Contrôle interne de l'Argentine, a supervisé la réunion sur la lutte des ISC contre la corruption.

Les mentors du programme d'audit des ODD de l'OLACEFS sont : M. Carlos Eduardo Lustosa da Costa (ISC du Brésil), M^{me} Liliana Rodríguez Sánchez (ISC de la Colombie), M. Manuel Jesús Corrales Umaña et M. Juan Carlos Barboza Sánchez (ISC du Costa Rica),

M^{me} Gladys Sunilda Fernández de Chenu Abente (ISC du Paraguay) et M^{me} Sandra Mónica Ore Fuentes-Rivera (ISC du Pérou).

M. Osvaldo Cristian Roudloff Pulgar, représentant du Secrétariat de l'OLACEFS et coordonnateur des audits de performance coordonnés à réaliser dans le cadre du programme d'audit des ODD de la région, a également assisté à la réunion sur les ODD.

Les mentors du Programme de lutte des ISC contre la corruption de l'OLACEFS sont M. Aníbal Guillermo Kohlhuber (SIGEN de l'Argentine), M. Clayton Arruda de Vasconcelos (ISC du Brésil), M^{me} Martha Carolina López Brítez (ISC du Paraguay), M^{me} Rosemarie Atanasu Martinez (ISC de l'Uruguay) et M^{me} Vivian Garbanzo (ISC du Costa Rica).

Dans le discours de clôture, M. Nelson Shack Yalta, Vérificateur général de l'ISC du Pérou, a exprimé son intérêt marqué envers l'audit de performance et le programme de lutte des ISC contre la corruption. Il a offert d'animer la réunion encore une fois l'an prochain.

PROLONGATION DU SOUTIEN BILATÉRAL DE L'IDI EN FAVEUR DE L'ISC DE LA SOMALIE

Le Bureau du vérificateur général de la Somalie et l'IDI collaboreront en 2017 dans le but de finaliser le plan stratégique du Bureau et de favoriser l'entraide entre les ISC et les auditeurs au cours des années à venir.

Le financement de ces activités provient du budget de base de l'IDI. La Somalie a d'immenses besoins en matière de renforcement des capacités et doit améliorer ses mécanismes de reddition de comptes pour favoriser une meilleure utilisation de ses ressources limitées.

Le Bureau du vérificateur général de la Somalie peut contribuer puissamment à l'amélioration de la gestion des fonds publics au pays.

ÉCHANGES ENTRE L'IDI ET LES PARTIES INTÉRESSÉES

L'IDI a pris part à la réunion du Comité directeur et au Congrès de l'Association des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques du Pacifique (PASAI), qui ont lieu à Tuvalu en août 2017.

Le thème du Congrès était la communication. L'IDI et la PASAI ont examiné les programmes de l'IDI en vigueur, y compris l'initiative de soutien en faveur du Cadre de mesure de la performance des ISC dans la région et les lignes directrices de l'IDI sur la mobilisation des parties prenantes par les ISC. L'IDI et la PASAI ont également coanimé un atelier sur la communication avec l'ISC de Tuvalu.

À VENIR

- Réunion du Conseil d'administration de l'IDI, le 8 novembre, à Vienne (Autriche).

COMMUNICATIONS AVEC L'IDI

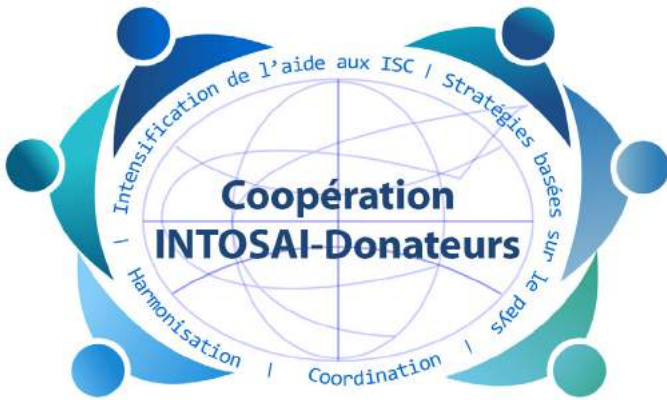
Pour connaître les dernières nouvelles et activités de l'IDI, ainsi que les lectures recommandées et plus encore, consulter le site Web de l'IDI : www.idi.no.

Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec l'IDI :

Téléphone : +47 90711020

Courriel : idi@idi.no





AGIR PLUTÔT QUE SUBIR

M. Ole Schøyen est devenu le nouveau directeur du Secrétariat INTOSAI-Donateurs en juin 2017. La Coopération se concentra désormais sur la nouvelle ronde d'Appel mondial à projets. Au cours des prochaines années, elle fera la promotion du Niveau 2, une initiative spécialisée visant à accroître le soutien offert aux ISC en difficulté.

« Nous constatons que dans bien des pays, les ISC sont mises à l'épreuve par leur environnement. L'objectif de notre soutien de niveau 2 dans le cadre de l'Appel mondial à projets est d'aider les ISC dans une mesure telle qu'elles ne seront plus en difficulté. Nous voulons renverser la situation. Nous voulons voir les ISC agir sur le milieu où elles évoluent au lieu de le subir. » — Ole Schøyen.

Lisez l'[éditorial complet](#) dans le bulletin de la Coopération INTOSAI-Donateurs.

APPEL MONDIAL À PROJETS — NIVEAU 2

La nouvelle ronde d'Appel mondial à projets (AMP) a été lancée. Pour donner suite aux préoccupations présentées dans l'évaluation de l'AMP de 2015, l'AMP comporte désormais deux niveaux. Dans le cadre du Niveau 1, les ISC sont invitées à soumettre des propositions conceptuelles aux fins de jumelage. (Il s'agit désormais d'un processus continu

sans date limite pour la présentation des propositions.) Le Niveau 2 cible les ISC en difficulté, soit celles qui ont le plus besoin d'un soutien accru et renforcé.

La nouvelle approche ciblée vise à intensifier l'appui apporté aux ISC en grande difficulté qui ne parviennent pas à concevoir et à mettre en place des programmes stratégiques de renforcement des capacités, surtout celles dans des pays fragiles ou en conflit. Le Niveau 2 est conçu pour appuyer les ISC tout au long du cycle de gestion stratégique : de l'évaluation des besoins, à la planification stratégique en passant par la conception, la mise en œuvre et l'évaluation du programme.

Le Niveau 2 vise à établir des partenariats à long terme entre les ISC, les bailleurs de fonds et les fournisseurs de soutien et à renforcer la coordination et le suivi par le Secrétariat INTOSAI-Donateurs.

Créé pour surveiller le nouveau Niveau 2 de l'AMP, le Comité du Niveau 2 se compose de membres chargés de la coopération pour le développement. Il s'emploie à dresser la liste des ISC qui bénéficieront de ce volet. Trente-six ISC potentielles de pays d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient, des Caraïbes et de la région du Pacifique ont été cernées. Dix huit d'entre elles ont été invitées à

participer au Niveau 2, car elles répondaient à des critères précis.

Des efforts sont actuellement déployés pour mobiliser la communauté des bailleurs de fonds et d'autres fournisseurs de soutien afin de stimuler l'intérêt à l'égard du Niveau 2 de l'AMP. Lors de la récente réunion sur l'audit de l'état de préparation à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), coordonnée conjointement par l'IDI et l'ONU, qui a eu lieu au siège de l'ONU à New York, un thème commun est ressorti « Pas de laissés pour compte ».

Il est primordial d'adopter cette devise et de réfléchir à des façons d'offrir ce soutien si nécessaire.

Il y a un proverbe jamaïcain, « Every mickle mek a muckle », qui veut tout dire. En effet, « les petits ruisseaux font les grandes rivières ». C'est donc dire qu'aucune aide proposée n'est trop petite.

Si vous voulez en savoir plus sur le Niveau 2 de l'AMP, veuillez consulter notre [site Web](#) ou communiquer avec un membre du Secrétariat : intosai.donor.secretariat@idi.no.

PLEINS FEUX SUR LA RÉUSSITE

La Coopération INTOSAI-Donateurs commence tout juste à rédiger deux nouveaux exemples de réussite à l'échelle nationale afin de témoigner de l'importance de travailler avec les ISC et d'améliorer la vie des citoyens.

Les exemples recueillis illustrent des initiatives réussies de renforcement des capacités des ISC menées au sein de l'INTOSAI et de la collectivité des bailleurs de fonds et la mesure dans laquelle les principes du protocole d'accord ont contribué à la réussite des initiatives.

Pour lire les trois exemples de réussite déjà publiés sur l'ISC du Bhoutan, l'ISC de la Sierra Leone et la PASAI, consultez le [site Web](#) de la Coopération.

TÉLÉCONFÉRENCE DU COMITÉ DE PILOTAGE INTOSAI-DONATEURS SUR LE LEADERSHIP

La dernière téléconférence du Comité de pilotage INTOSAI-Donateurs sur le leadership a eu lieu à la mi-juillet 2017. Les membres se sont notamment penchés sur l'Appel mondial à projets, la mise en œuvre du plan de communication et la prochaine réunion du Comité de pilotage INTOSAI-Donateurs.

LA COOPÉRATION INTOSAI-DONATEURS SUR LES MÉDIAS SOCIAUX!



La Coopération INTOSAI-Donateurs a un compte Twitter depuis juillet! Pour connaître les dernières nouvelles et voir des photos, suivez-nous sur : [@The_Cooperation](https://twitter.com/The_Cooperation).

LA COOPÉRATION INTOSAI-DONATEURS EN BREF

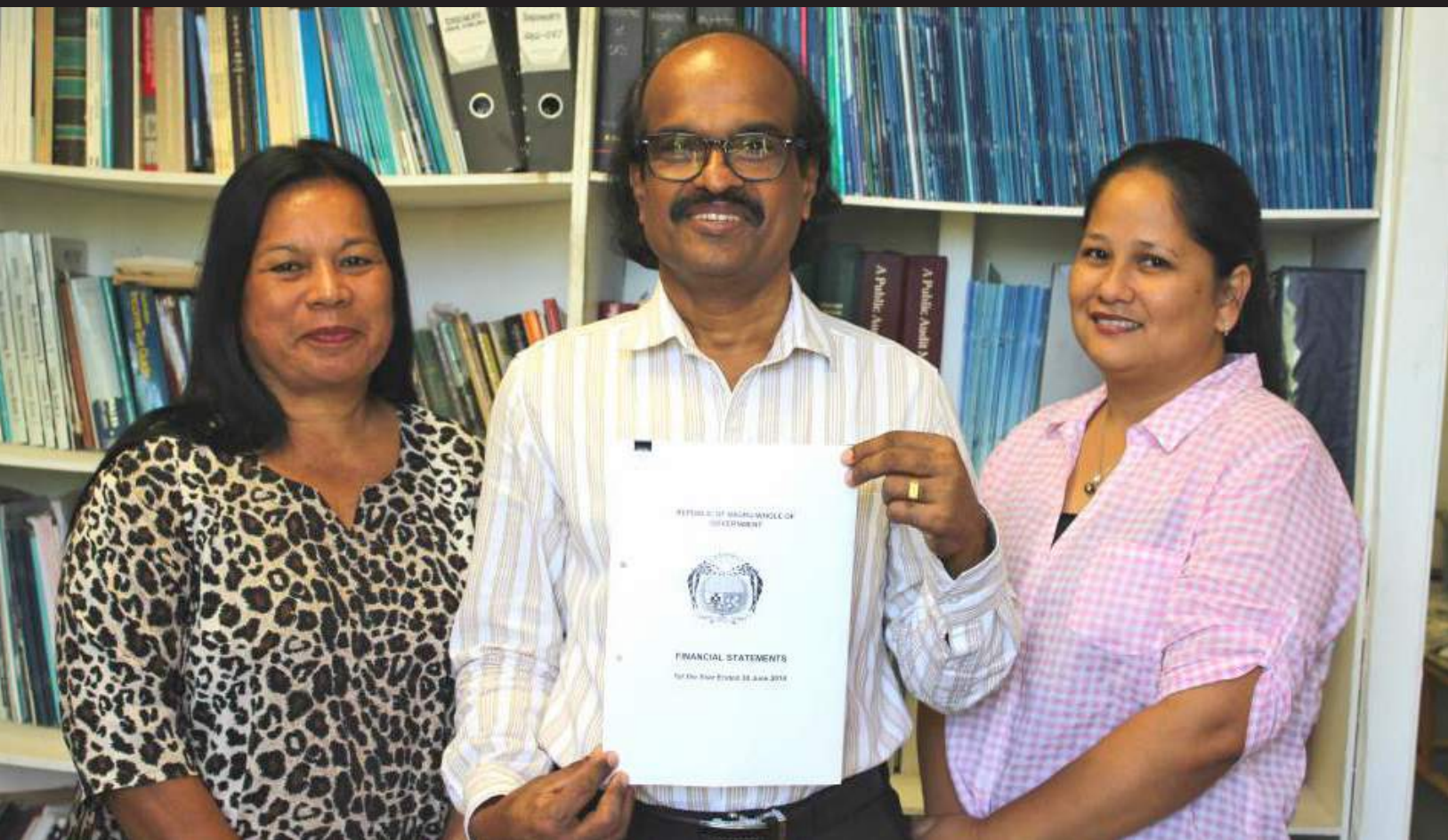
En 2009, l'INTOSAI et 15 donateurs ont signé un protocole d'accord décisif qui visait à augmenter et à renforcer le soutien apporté aux ISC. Le protocole reconnaît que les ISC peuvent contribuer puissamment au renforcement de la gouvernance, de la reddition de comptes et de la réduction de la pauvreté.

Le protocole prévoit une approche commune pour intensifier le ciblage stratégique de l'aide et la coordination entre les donateurs et les ISC en vue du renforcement des ISC dans les pays en développement. Pour ce faire, il faut :

- la mobilisation de fonds supplémentaires par les donateurs, pour le renforcement des ISC;
- le renforcement du ciblage stratégique sur l'importance du rôle des ISC dans le domaine de la gouvernance, du développement et de la réduction de la pauvreté;
- une meilleure coordination des soutiens en faveur de la communauté des ISC;
- une amélioration et une optimisation des initiatives de soutien.

Les aides sont accordées selon une hiérarchie d'activités, principalement au niveau des pays, puis au niveau régional et au niveau mondial de l'INTOSAI.

Comme les aides sont impulsées par la demande et doivent s'inscrire dans la durée, elles reposent sur des plans d'action stratégiques et de développement.



FORTE D'UN SOUTIEN RÉGIONAL, NAURU COMBLE UN RETARD DE 15 ANS

Grâce aux efforts déployés par le Département d'audit de Nauru, le gouvernement de Nauru a franchi un cap en présentant plus tôt cette année, lors d'une séance parlementaire, les comptes publics de 2013-2014 : une première après 15 ans de retard.

Ne pouvant compter que sur un personnel réduit au minimum, le Département d'audit est tout de même parvenu à réaliser un certain nombre d'audits de conformité et à présenter un rapport annuel au ministre des Services publics (conformément à la loi nationale sur les audits).

Cette augmentation de la capacité du Département témoigne de relations de travail et de collaborations renforcées et prouve que le travail en commun permet de renforcer la reddition de comptes, la transparence et la gestion des fonds publics.

M. Manoharan Nair, Auditeur général de Nauru, a également indiqué que le soutien de la PASAI avait contribué à cette

réussite. Il a notamment mentionné le concours technique offert par la PASAI et la participation du personnel à divers ateliers sur le renforcement des capacités.

La PASAI a conçu un programme régional destiné expressément à assurer la pérennité de Nauru et à garantir que le Département d'audit continue, au cours des trois années à venir, de bénéficier de l'aide dont il a besoin pour mener des audits ainsi que de mentorats et de formations sur place.

Détacher des auditeurs de la région du Pacifique au Département d'audit de Nauru pour une durée d'au plus quatre mois pendant l'année d'un audit a permis de régler le problème de manque de ressources humaines de l'ISC, d'améliorer la vie des habitants de Nauru et de concrétiser la devise de la PASAI : « Pacific Auditors Working Together » [Les auditeurs du Pacifique unissent leurs efforts].



REVUE INTERNATIONALE

— DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS —

Visitez notre site Web : intosaijournal.org

Suivez-nous sur Facebook : facebook.com/intosaijournal

Suivez-nous sur Twitter : twitter.com/intosaijournal

Suivez-nous sur Instagram : instagram.com/intosaijournal